

REPUBLIQUE DU BURUNDI



Ministère de l'Intérieur

PROVINCE DE GITEGA

COMMUNE ITABA

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PCDC), DEUXIEME
GENERATION



D'ici 2017, la commune Itaba assure durablement une sécurité alimentaire ainsi que les services sociaux de base à sa population dans la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et dans le respect de l'environnement

Itaba, Septembre 2013



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Elaboré par
l'Equipe Communale de Planification avec l'appui
du programme d'Appui à la Décentralisation et à la
Lutte contre la Pauvreté ; ADLP; sous tutelle du
MDC

Table des matières

Table des matières	i
Liste des tableaux.....	iii
Liste des photographies.....	iii
Sigles et abréviations.....	iv
Résumé analytique.....	vi
I. Introduction.....	1
I.1. LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PCDC II ^{EME} GENERATION	1
I.2. PRINCIPES ET CONDITIONS DE L'ELABORATION DU PCDC II D'ITABA	1
I.3. EVALUATION DU PAS FRANCHI DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PCDC I.....	2
I.4. DEMARCHE METHODOLOGIQUE	3
I.4.1. Phase préparatoire.....	3
I.4.2. Le diagnostic participatif	4
I.4.3. Atelier de Discussions et réflexions thématiques du PCDC.....	7
I.4.4. Rédaction du PCDC de la commune Itaba.....	8
a) <i>Parties prenantes à cette phase</i> :	8
b) <i>Produits</i>	8
II. Présentation sommaire de la commune.....	9
2.1 MILIEU PHYSIQUE	9
2.2 CADRE INSTITUTIONNEL LEGAL.....	10
2.2.1. <i>Contexte administratif communal</i>	10
2.2.2. <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.3 MILIEU HUMAIN.....	10
2.4 CADRE ECONOMIQUE.....	11
2.5 CADRE SOCIAL	11
III. Analyse synthétique de la vie socio-économique.....	13
3.1 Secteurs sociaux.....	13
3.1.1 <i>Education, sport et culture</i>	13
3.1.1.1 <i>Education</i>	13
3.1.2 <i>Santé, eau potable et habitat</i>	14
3.1.2.1 <i>Secteur de la santé</i>	14
3.1.2.2 <i>Secteur de l'eau potable</i>	15
3.1.2.3 <i>Secteur de l'habitat</i>	16
3.1.3 <i>Justice, paix et sécurité, démocratie, genre, droits de l'homme, lutte contre la corruption, bonne gouvernance</i>	16
3.2 Secteurs économiques	18
3.2.1 <i>Agriculture</i>	18

3.2.2	<i>Elevage</i>	20
3.2.3	<i>Forêts/environnement</i>	21
3.2.4	<i>Commerce, industrie, artisanat, hôtellerie et tourisme</i>	23
3.2.5	<i>Energie, minerais</i>	24
3.2.6	<i>Transport et communication</i>	25
3.2.7	<i>Les institutions financières</i>	27
IV.	Orientations stratégiques et objectifs de développement.....	28
4.1	Formulation de la vision de la Commune sur une période de 5 ans	28
4.2	Orientations stratégiques de développement.....	28
4.3	Axes stratégiques du développement de la commune	30
1.	Amélioration des performances du système éducatif	30
2.	Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable, sauvegarde de l'environnement.....	30
3.	Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base.....	30
4.	Développement de l'économie hors agriculture.....	30
5.	Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité	30
6.	La maitrise de la démographie galopante.....	30
V.	Programme d'actions et d'investissements	31
5.1.	Contenu du plan.....	31
5.1.1.	Axe stratégique n°1 : Amélioration des performances du système éducatif	31
5.1.2.	Axe stratégique n°2 : Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable, sauvegarde de l'environnement.....	33
5.1.3.	Axe stratégique n°3 : Amélioration de l'accessibilité des services sociaux de base	37
5.1.4.	Axe stratégique n° 4 : Développement de l'économie hors agriculture	40
5.1.5.	Axe stratégique n° 5 : Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité	43
5.1.6.	Pression démographique.....	46
5.2.	Synthèse du plan pluriannuel d'investissement.....	45
	Annexes	47
	Annexe 1: Plan pluriannuel d'actions et d'investissements.....	48
	Annexe 2 : Liste des Membres de l'Equipe communale de Planification	104

Liste des tableaux

Tableau 1: Coût par axe stratégique	vii
Tableau 2: Résultats de l'évaluation du PCDC 1 ^{ère} génération	2
Tableau 3: Cohérence des axes du PCDC avec le CSLP II, vision 2025 et les OMD	29
Tableau 4: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'éducation.....	31
Tableau 5: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'agriculture.....	34
Tableau 6: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'élevage	34
Tableau 7: Tableau des indicateurs dans le secteur de la santé.....	38

Liste des photographies

Photo 1: Vue partielle des participants à l'assemblée colline de Ruhanza	5
Photo 2: Vue partielle des participants à l'atelier zonal de Buhevyi	6
Photo 3: Vue partielle des participants à l'atelier communal	7
Photo 4: Vue partielle des participants de la commune à l'atelier	7

Sigles et abréviations

ACSA	: Agent Communautaire de Santé Animale
ADLP	: Appui à la Décentralisation et à la lutte contre la pauvreté
ARV	: Antirétroviraux
BA	: Bloc Administratif
BL	: Bloc Latrine
BP	: Banc Pupitre
CAM	: Carte d'Assistance Médicale
CAM	: Carte d'Assistance Médicale
CDC	: Comité de Développement Communautaire
CDS	: Centre de santé
CEM	: Centre d'enseignement des Métiers
CMS	: Comité Mixte de Sécurité
COCO	: Collège Communal
COOPEC	: Coopérative d'épargne et de crédit
CPN	: Consultation Pré- Natale
CPON	: Consultation Post Natale
CSC	: Chaîne de Solidarité Communautaire
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CT	: Coût Total
CU	: Coût Unitaire
DCE	: Direction Communal de l'Enseignement
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et Elevage
DPE	: Direction Provinciale de l'Enseignement
ECP	: Equipe Communale de Planification
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FBU	: Francs Burundais
FF	: Forfait
FFS	: Farmers' Field School
Ha	: Hectare
IMF	: Institution de Microfinance
LC	: Lycée Communal
MARP	: Méthode Accélérée de Recherche Participative
MIILDA	: Moustiquaire Imprégné d'Insecticide à Longue durée d'Action
OEV	: Orphelins et autres Enfants Vulnérables
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPA	: Organisations des Producteurs Agricoles
OPJ	: Officier de Police Judiciaire
PABV	: Projet d'Aménagement des Bassins Versants
PCDC	: Plan Communal de Développement Communautaire
PECADOM	: Prise en Charge à Domicile
PSI	: Police de Sécurité Intérieure
PTME	: Prévention de la transmission du VIH SIDA de la mère à l'enfant
RCE	: Régie Communale de l'Eau

REGIDESO	: Régie des Eaux du Burundi
RN	: Route Nationale
RNP	: Régie Nationale des Postes
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
T	: Tonne
TAC	: Technicien Agronome Communal
TB	: Table bureau
TPS	:Technicien de Promotion de la Santé
TV	: Technicien Vétérinaire
TVC	: Technicien Vétérinaire Communal
VIH	: Virus d'Immunodéficience humaine

Résumé analytique

Le présent PCDC de la commune Itaba est une deuxième génération qui fait suite à la première génération dont la validité a expiré fin 2012. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation en cours au Burundi.

Dans ce même cadre de l'élaboration du Présent PCDC, l'application de la Méthode Accélérée de Recherche participative (MARP) a été choisie comme méthodologie appropriée pour conduire le processus d'élaboration du Présent PCDC qui a suivi les principales étapes suivantes du Guide National de Planification révisé :

- la mise en place de l'équipe de planification communale par le conseil communal,
- la formation de cette équipe sur la méthodologie à utiliser tout au long du processus,
- la collecte des données secondaires par les membres de l'équipe communale auprès des responsables de l'administration à la base, des différents services déconcentrés et institutions détentrices,
- la collecte des données primaires par des animations en assemblées générales sur toutes les 20 collines que compte la commune Itaba. Les populations de toutes les catégories confondues se sont exprimées sur les principaux atouts dont disposent les collines, les problèmes/contraintes qui limitent le développement ainsi que sur les principales actions à mener.
- Chaque colline s'est choisi des représentants au niveau zonal qui ont participé aux ateliers zonaux de deux jours pour l'analyse, l'hierarchisation, le choix des actions prioritaires ainsi que leurs localisations.
- Un atelier communal, qui a regroupé les représentants zonaux et des services déconcentrés au niveau communal ainsi que les différents intervenants, a été organisé pendant deux jours afin d'approfondir les résultats des ateliers zonaux. Des représentants des ministères sectoriels ou des services déconcentrés se sont joints à ces travaux.
- Enfin, un atelier de discussions réflexions thématiques a été organisé à Gitega et a apporté sa contribution sur les éléments techniques en rapport avec la faisabilité des actions proposées au niveau communal. Cet atelier a également permis de proposer par axe, objectif et activité, des budgets estimatifs répartis annuellement sur la période en planification.

Le présent PCDC II renferme une introduction, une présentation de la commune, une analyse synthétique des secteurs de la vie socio économique de la commune ainsi que l'orientation retenue pour les 5 prochaines années. Dans cette orientation, on trouve la vision de la commune, les axes stratégiques ainsi que le programme d'actions et d'investissements qui est le contenu du plan communal de développement communautaire d'Itaba. Une partie non moins importante est constituée des annexes au document principal et comprend la matrice des budgets ainsi que la monographie actualisée de la commune Itaba.

La matrice des budgets qui est aussi le programme d'actions et d'investissements pluriannuel de la commune Itaba comporte les coûts des axes tels que repris ci-dessous:

Tableau 1: Coût par axe stratégique

Axe stratégique	Coût total (en Millions FBU)
Amélioration des performances du système éducatif	8 052
Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable, sauvegarde de l'environnement	9 006
Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base	2 106
Développement de l'économie hors agriculture	4 716
Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité	460
Maitrise de la démographie galopante	55
Total	24 392

I. Introduction

I.1. Le contexte d'élaboration du PCDC ii^{ème} génération

La loi portant organisation de l'administration communale (loi n° 01/016) promulguée le 20 Avril 2005 et portant sur l'organisation de l'administration communale confère à la commune une personnalité morale de droit public lui conférant le statut d'une collectivité territoriale décentralisée, dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie organique et financière ».

Cette loi s'inscrit dans la politique nationale de décentralisation, étant donné que la gestion centralisée du développement inhibe le développement des potentialités des responsables administratifs. Par cette loi, l'état délègue les pouvoirs décisionnels et les pouvoirs de gestion aux communes. Il confirme ainsi la décentralisation en respectant les principes de la bonne gouvernance.

La mise en œuvre de la décentralisation tiendra compte de la participation des bénéficiaires directs et de l'appropriation du processus de définition des priorités en matière de besoins de développement socio-économique. C'est ainsi que la commune doit élaborer et adopter un Plan Communal de Développement communautaire (PCDC) qui résulte du concours des apports d'idées des diverses parties prenantes obtenus par une large concertation. Ce plan constitue un instrument de cadrage des actions prioritaires respectant les clauses des documents de planification nationaux (CSLP II, vision 2025), et internationaux (OMD). C'est aussi un instrument de négociation et de plaidoyer auprès des bailleurs pour le financement des projets communaux. Il sert de guide de référence et de tableau de bord à tous les acteurs du développement au niveau communal.

Pour une meilleure planification, le processus suit un schéma ascendant utilisant les outils de la MARP recommandés par le guide national de planification communale actualisé. Selon le schéma du guide, des consultations communautaires sous forme de diagnostic participatif sont organisées. Elles regroupent les habitants ou les représentants de chaque entité de la colline à la commune en passant par la zone. Le processus a été conduit par l'Equipe Communale de Planification (ECP) mise en place par le Conseil Communal de la commune Itaba et appuyée par une équipe de consultants national et local recrutés comme personnes ressources sur financement de la GIZ à travers le Projet d'appui à la décentralisation et à la lutte contre la pauvreté ADLP.

I.2. Principes et conditions de l'élaboration du PCDC II d'Itaba

Comme indiqué ci haut, l'élaboration du PCDC, 2^{ème} génération, a débuté avec la mise en place de l'Equipe Communale de Planification (ECP) par les membres du conseil communal. Au cours d'un atelier réunissant, en plus à Gitega, les membres du conseil communal, une formation sur le processus de l'élaboration du PCDC et sur la MARP a été dispensée au profit des membres de l'ECP. Sur terrain, les diagnostics participatifs ont été organisés d'abord au niveau collinaire, zonal et enfin au niveau communal. Toutes les parties

prenantes dans le développement de la commune Itaba ont pris part à l'élaboration du présent PCDC.

Le présent PCDC quinquennal est le résultat des idées de la population locale, de l'implication des administratifs, des représentants de la société civile, des représentants des confessions religieuses. Il a été réalisé grâce aux efforts des membres de l'ECP, des membres du conseil communal, des animateurs de GIZ et d'un consultant et son adjoint. Le processus a donc permis d'impliquer tous les acteurs du développement de la commune Itaba de façon participative et inclusive. Cela permettra aux bénéficiaires de s'approprier des projets inclus dans ce document, de faciliter et de contribuer pour leur réalisation.

Le principe était de rassembler les vraies priorités de développement auprès des populations à chaque niveau et de planifier des activités réelles et réalisables à mettre en œuvre pendant les 5 années à venir. Le processus a tenu compte des instruments nationaux et internationaux de planification du développement, des aspirations de la population et des ambitions des autorités administratives. Il a tenu compte également de la vision de la province en matière d'aménagement du territoire, des politiques sectorielles et des normes actualisées.

Les principes directeurs de cette planification étaient donc 1) la promotion d'une citoyenneté responsable pour l'équité et la durabilité du développement communautaire, 2) l'intégration de la dimension spatiale (analyse des ressources naturelles, humaines, économiques etc.), 3) la participation des communautés à la base, la collaboration avec les services et techniques et financiers, 4) la cohérence des programmes locaux avec les politiques nationales et internationales et 5) la redevabilité et la transparence à tous les niveaux et entre tous les acteurs.

I.3. Evaluation du pas franchi dans la mise en œuvre du PCDC I

Au cours de l'atelier de préparation du processus d'élaboration du PCDCII à Gitega, les participants de la commune Itaba ont fait une évaluation du niveau de réalisation des activités prévues par le PCDC I après cinq ans de mise en œuvre. Le constat général est que la plupart d'entre elles n'ont pas été réalisées et le niveau général se trouve en dessous de 50%.

Les résultats de l'évaluation, par axe stratégique sont les suivants :

Tableau 2: Résultats de l'évaluation du PCDC I^{ère} génération

N° de l'axe stratégique	Intitulé de l'axe stratégique	Taux de réalisation (%)
1.	Un système éducatif plus performant	21,7
2.	Promotion de la santé (eau potable, hygiène, habitat et lutte contre le VIH/SIDA)	49,8
3.	Augmentation de la production agricole (agriculture, élevage, transformation agroalimentaire, protection de l'environnement)	47,3

N° de l'axe stratégique	Intitulé de l'axe stratégique	Taux de réalisation (%)
4.	Développement des activités économiques hors agriculture et des infrastructures d'appui	25,2
5.	Renforcement de la gouvernance locale et de la justice sociale	44,9

Source : Données élaborées par l'ECP Itaba, Avril 2013

I.4. Démarche méthodologique

La méthodologie utilisée s'est inspirée du Guide National de planification communale actualisé. Elle emprunte les outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) à laquelle les membres de l'ECP ont reçu une formation et qui a guidé tout le processus de planification.

Le processus de l'élaboration du PCDC comporte 5 phases à savoir:

- la phase préparatoire qui incluait entre autre l'évaluation du PCDC 1ère génération ainsi que la définition de la vision de la commune etc.
- La phase d'analyse diagnostic
- La phase d'élaboration du document du PCDC
- La phase de validation/approbation
- La phase de gestion du plan

Chaque phase comporte en elle des sous phases appelées aussi étapes (en tout 15 étapes) allant de la de la décision d'élaborer le PCDC jusqu'à son actualisation après une période de mise en œuvre.

I.4.1. Phase préparatoire

Elle a été consacrée aux diverses activités dont :

- le rassemblement d'une documentation de base sur la commune ;
- l'affinage des outils/fiches de collecte de données ;
- l'évaluation du PCDC 1ère génération ;
- les accords sur le calendrier de travail avec les responsables de la commune et le GIZ ;
- la mise en place des membres de l'équipe communale de planification ;
- la formation de l'équipe communale de planification.

Au cours de la formation de l'ECP, les points suivants ont été abordés :

- la définition du PCDC, son importance, sa nécessité, ses objectifs et son devenir,
- les différentes phases et étapes du processus d'élaboration d'un PCDC,

- les outils couramment utilisés en planification participative et la démarche méthodologique à suivre,
- les tâches dévolues à l'équipe Communale de Planification et les responsabilités des différentes parties prenantes. L'organisation des animations collinaires a été mise au point au cours de cette session de formation (animations modèles et animations proprement dites).

I.4.2. Le diagnostic participatif

La phase consacrée au diagnostic participatif a démarré avec la collecte des données secondaires, suivie de celle des données primaires au cours des réunions en assemblées générales organisées au niveau des 20 collines de recensement. Ainsi, il y a eu des assemblées collinaires suivies par des ateliers organisés au niveau des 3 zones et de la commune.

I.4.2.1. Collecte des données secondaires

Cette étape a consisté à recueillir des informations auprès des services et personnes compétents relevant des domaines variés pour dresser un état des lieux de la commune. Elles ont été complétées par la documentation collectée auprès des mêmes services et d'autres acteurs comme les projets de développement et ONG œuvrant dans la commune. La recherche documentaire a été permanente tout le long du processus. Elle a permis de collecter d'importantes informations qui ont servi d'inputs pour les séances d'animations et ateliers au niveau zonal et communal. En plus de cette recherche, l'équipe communale de planification composée de certains responsables des services déconcentrés et des personnes ressources de la commune ont été mis à contribution. Les responsables à la base (chefs de colline) ont également participé à la collecte des données et en ont compris l'importance.

I.4.2.2. Collecte des données primaires en assemblées collinaires

Cette étape consiste à collecter les informations en assemblées générales sur toutes les 20 collines que compte la commune Itaba.

Les populations de chaque colline ont été invitées à identifier les atouts et potentialités de leur colline ainsi qu'à analyser les différents problèmes et contraintes pour leur développement socio-économique.

Des consignes claires ont été convenues avec les animateurs pour stimuler la participation en s'assurant de la bonne compréhension de la part des populations de l'objet de la mission, en provoquant et orientant, ensuite, les discussions vers les questions d'intérêt pour le développement communautaire à la base.



Photo 1: Vue partielle des participants à l'assemblée colline de Ruhanza

Cet exercice présente un double avantage : il permet aux populations de prendre une conscience commune des défis auxquels elles doivent faire face, mais aussi à ceux qui font l'étude, de confronter les données recueillies auprès des sources dites secondaires aux réalités mises en évidence par la population au cours de ces assemblées générales.

Cette phase d'animation a permis à la population collinaire d'avoir la perception sur les différents problèmes, leurs causes et leurs conséquences ainsi que les atouts/potentialités de leur colline. A cette étape, les problèmes et les actions prioritaires ont été hiérarchisés.

1.4.2.3. L'animation des ateliers zonaux

A la fin de la journée en assemblées collinaires, les participants étaient invités à élire leurs représentants aux ateliers suivants au niveau des zones. Les délégués des différentes catégories socio- professionnelles issues de toutes les collines se sont rencontrés à ce niveau pour un atelier spécifique de réflexion d'une durée de 2 jours. Cet atelier constitue un prolongement des séances d'animation précédentes des niveaux collinaires.

Participaient à cet atelier, les représentants des différentes catégories socio-professionnelles, les représentants des groupes vulnérables, des CDC, les conseillers collinaires ainsi que les responsables des services déconcentrés œuvrant à cet échelon.



Photo 2: Vue partielle des participants à l'atelier zonal de Buhevyi

Par le biais de la construction des arbres à problèmes et à objectifs, ils ont approfondi l'analyse et les manifestations des problèmes, établi les relations de cause à effet, dégagé les problèmes prioritaires dans les différents domaines de la vie socio-économique de la zone. A partir des objectifs et solutions envisagées pour résoudre ou atténuer ces problèmes, ils ont identifié les actions à mener, leur localisation ainsi que les responsabilités des bénéficiaires.

1.4.2.4. L'atelier au niveau communal

Cette étape est une suite logique des étapes précédentes. Sur base des résultats des ateliers zonaux, les délégués des zones ont pris deux jours de réflexion en vue de permettre aux participants de négocier entre eux les priorités de la commune en matière de développement. De la même manière qu'à l'étape précédente, à l'issue de cet atelier communal, une matrice qui dégage les projets ou stratégies, les objectifs, les actions prioritaires à mener et leur localisation ainsi que les responsabilités des différents intervenants (bénéficiaires, administration, intervenants) et le chronogramme des activités a été élaborée.



Photo 3: Vue partielle des participants à l'atelier communal

I.4.3. Atelier de Discussions et réflexions thématiques du PCDC

Afin d'analyser à fond les problèmes, les contraintes et les principales actions proposées lors du diagnostic communal et d'intégrer le PCDC dans les lignes directrices du CSLPII et des OMD, il a été organisé un atelier de réflexions et discussions thématiques qui a duré trois jours à Gitega. Cet atelier a été organisé afin de permettre aux programmes et services sectoriels intervenant dans la commune, aux structures déconcentrées de la province Gitega, aux membres du Conseil communal d'Itaba, aux structures communautaires et à la société civile de donner leur apport à l'analyse de la cohérence et de la faisabilité des actions proposées au cours de l'atelier de synthèse communale.



Photo 4: Vue partielle des participants de la commune

Les participants à cet atelier de discussions et réflexions thématiques ont été regroupés en cinq commissions à savoir :

- *Agriculture, élevage, protection de l'environnement et démographie ;*
- *Santé, eau potable, habitat, hygiène et assainissement ;*
- *Education, sport et culture ;*

- *Activités économiques hors agriculture et infrastructures d'appui (commerce, artisanat, énergie, transport et voies de communication) ;*
- *Gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de la personne humaine).*

Ces travaux en commissions consistaient essentiellement à :

- s'assurer de la cohérence entre les propositions communales avec les orientations nationales ainsi que leur faisabilité technique ;
- dégager des projets concrets techniquement et financièrement réalisables en déterminant les activités à mener, leurs coûts, les intervenants (si possible), et le chronogramme des activités étalées sur cinq ans ;
- analyser l'impact économique, social et environnemental de ces activités sur la commune et ses habitants.

I.4.4. Rédaction du PCDC de la commune Itaba

a) Parties prenantes à cette phase :

Cette phase a été concrétisée par la rédaction du 1^{er} draft du PCDC qui consiste à analyser et à mettre en forme les données et observations recueillies, en les ordonnant suivant le plan de rédaction du Ministère du Développement Communal actualisé. Elle a été conduite par une sous équipe de l'équipe communale de planification en collaboration étroite avec les consultants national et local sur financement de la GIZ.

b) Produits

Au terme de ce travail d'élaboration du PCDC II de la commune Itaba, un produit issu d'une participation effective de la population et qui :

- tient compte des véritables besoins des communautés à la base dans la programmation des investissements ;
- met en cohérence les actions initiées à la base avec les objectifs du CSLPII et des OMD ;
- sert de cadre de référence aux acteurs du développement tout en permettant à la population bénéficiaire de jouer un rôle central dans sa mise en œuvre.

Ce document contiendra un programme pluriannuel de cinq ans dont la commune tirera un plan d'investissement et des programmes d'action opérationnels annuels.

II. Présentation sommaire de la commune

2.1 Milieu Physique

D'une superficie de 222 Km², Itaba est l'une des 11 communes de la province de GITEGA. Elle se trouve à cheval sur 2 régions naturelles, à savoir le KIRIMIRO à l'Ouest, et le BUYOGOMA à l'Est.

La commune Itaba est délimitée au Nord, au Sud et dans sa partie occidentale par les communes de Gitega, Makebuko et Bukirasazi. A l'Est, elle forme la frontière avec deux communes : d'une part, Butaganzwa (Ruyigi) au Nord, d'autre part, Musongati (Rutana) vers le Sud et le Sud-Est.

La commune appartient au domaine du plateau central et se situe dans un climat tropical avec les températures moyennes annuelles avoisinant 19,5°C et les précipitations annuelles comprises entre 1000 et 1200mm.

Comme partout dans le pays, suite à l'action anthropique, le couvert végétal naturel est presque complètement disparu. Les collines et massifs montagneux sont soit dénudés soit couverts de boisement artificiel comme les Eucalyptus, Acacia, Callitris et Pinus, etc.

La commune est parcourue par un réseau hydrographique assez dense. A l'inverse des autres rivières du bassin du Nil disposant des vallées larges, les cours d'eau de cette commune possèdent souvent des vallées peu étendues, en V dont les cours d'eau sont de faible débit. Seuls les marais de la Nyakijanda, vers laquelle convergent la presque totalité des cours d'eau de la commune, peuvent être aménagés à des fins agricoles (riziculture ou autres culture).

Au niveau édaphique, la partie occidentale correspondant au Kirimiro dispose surtout de sols argileux ou sablo argileux avec parfois la présence de sols latéritiques fortement dégradés. La partie orientale renferme des sols peu fertiles nécessitant un amendement pour avoir des rendements agricoles intéressants.

2.2 Cadre institutionnel légal

2.2.1. Contexte administratif communal

La commune Itaba est constituée par trois zones administratives, elles-mêmes composées de 20 collines de recensement réparties en zones administratives à savoir la zone Buhevyi (4 collines), la zone Gihamagara (7collines) et la zone Itaba (9 collines).

La zone Buhevyi est la moins étendue avec 61 km² soit 27,5% de l'étendue communale alors que celle de Gihamagara est la plus étendue que les autres zones avec 92 km² soit 41,5% de l'étendue communale.

Dans la gestion quotidienne des affaires de la Commune, l'Administrateur communal est appuyé par un Conseiller Technique chargé du Développement et un Conseiller Technique chargé des Affaires Sociales et Administratives. En plus, la commune dispose du personnel ci –après : Un secrétaire, le commis dactylographe, le comptable, le Responsable de la comptabilité et de l'ordonnateur, un chauffeur, deux agents du guichet foncier, un animateur juriste, 3 chefs de zones, 20 chefs de colline, 4 agents d'état civil, 10 plantons.

En plus du personnel communal, il existe aussi du personnel technique travaillant dans les services déconcentrés de l'Etat mis à la disposition de la Commune par certains Ministères sectoriels.

2.2.2. Contexte institutionnel

La loi communale N° 01/016 du 20 Avril 2005 portant organisation de l'Administration Communale met à la tête de la commune un Conseil communal de 15 membres élus pour un mandat de 5 ans. A la tête d'une Colline, il y a un Conseil Collinaire de 5 membres élus incluant le chef de colline tandis que la Zone est dirigée par un Chef de zone nommé par le conseil communal.

2.3 Milieu humain

D'après le recensement général de la population de 2008, la commune Itaba était habitée par 51 139 habitants dont 26 935 de sexe féminin et 24 204 de sexe masculin. La densité de la population était de 230 habitants au Km². La population de la commune Itaba est très jeune car 71% est âgée de moins de 30 ans. En appliquant un taux d'accroissement annuel de 2.4 %, la population est estimée à 57 577 habitants en 2013 et 63 307 habitants en 2017. Donc, la densité de la population est respectivement estimée à 259 habitants/ Km² en 2013 et à 285 habitants /Km² en 2017.

La commune Itaba compte également des groupes particuliers. Il s'agit de 84 démobilisés 143 rapatriés en 2012, 2058 déplacés réparties sur 3 sites et 463 Batwa.

2.4 Cadre économique

➤ Agriculture

La commune Itaba est à cheval de deux régions naturelles à savoir : Kirimiro et Buyogoma. Ses sols, sa population, son hydrographie et son climat diversifiés lui confèrent un cadre propice à l'agriculture intensive et diversifiée. Avec usage de l'outillage rudimentaire, plus de 90% de la population de la commune Itaba vit essentiellement de l'agriculture. Elle produit des cultures vivrières, fruitières, maraîchères et du café.

Les principales cultures vivrières pratiquées sont le haricot, la banane, le manioc, la patate douce, le maïs, le riz, la pomme de terre. Leurs rendements restent très faibles.

La seule culture de rapport pratiquée est le café. Le rendement a diminué ces dernières années suite à l'insuffisance de l'entretien, voire même l'abandon de la caféiculture, par certains ménages.

Les principales cultures fruitières trouvés dans cette commune sont l'avocatier, l'ananas, les orangers, les pruniers du japon et le maracuja.

Les cultures maraichères sont dominées par les choux, les tomates, les aubergines et les amarantes.

➤ Elevage

En 2012, la commune comptait 4059 bovins, 21308 caprins, 3775 ovins, 2767 porcins, 27 762 volailles, 3001 ruches et 8 étangs piscicoles. La plupart des animaux d'élevage sont de race locale. Les éleveurs pratiquent un élevage extensif et les productions restent très faibles.

➤ Sylviculture

En commune Itaba, les boisements occupent 823 ha dont 122 ha de boisements domaniaux, 64 ha de boisements communaux et 606 ha appartenant aux privés.

➤ L'artisanat

On y trouve l'artisanat de production avec 1072 artisans, de l'artisanat de service avec 261 artisans et de l'artisanat d'art avec 32 artisans.

➤ Le commerce et les activités génératrices de revenus

La commune compte 4 marchés où sont vendus des produits agricoles, des produits de l'artisanat et des produits manufacturés. Il existe dans la commune de petites boutiques, bistrot, restaurant, etc.

2.5 Cadre social

➤ Secteur de l'éducation

La commune compte deux écoles maternelles avec 137 enfants, 19 écoles primaires avec 11404 écoliers, sept écoles secondaires avec 1949 élèves. Dans l'enseignement primaire la situation se présente comme suit : 137 salles de classe, 2941 bancs pupitres et 213

enseignants. En 2012, les taux d'abandon scolaire et de réussite aux examens de passage de l'EP à l'école secondaire sont respectivement de 6% et 43,6%.

Dans l'enseignement secondaire la situation est la suivante : 29 salles de classe, 799 bancs pupitres.

➤ **Santé, eau potable et habitat**

On y trouve trois centres de santé desservant 55 965 personnes. Le taux de séroprévalence du VIH/SIDA est de 0,67%.

Dans le secteur de l'eau, on trouve dans la commune 314 sources aménagées dont 260 fonctionnelles et 54 non fonctionnelles ainsi que 56 bornes fontaines dont 48 fonctionnelles et 12 non fonctionnelles.

Dans le secteur de l'habitat, les maisons sont couvertes de tôles (21%), de tuiles (64%) et de paille (15%).

III. Analyse synthétique de la vie socio-économique

3.1 Secteurs sociaux

3.1.1 Education, sport et culture

3.1.1.1 Education

La commune Itaba compte deux écoles maternelles avec 137 enfants dont 75 filles et 62 garçons, dix-neuf écoles primaires avec 11 404 écoliers dont 5 979 filles et 5 425 garçons ainsi que sept écoles secondaires comptant 1 949 élèves dont 903 filles et 1 046 garçons. Les écoles primaires disposent de 137 salles de classes équipées de 2 941 bancs pupitres et de 213 enseignants. Ceci montre que, en commune Itaba, les ratios écoliers/salle de classe (83), écoliers /bancs pupitres (4) et écoliers/ Maitres (53) restent très élevés. La situation est très alarmante dans certaines écoles. Les écoles secondaires de la commune disposent de 29 salles de classe équipées de 799 bancs pupitres.

Le développement du secteur de l'éducation fait face à un certain nombre de problèmes dont :

1. l'insuffisance des infrastructures d'accueil (salles de classe et leurs équipements, latrines, adduction d'eau potable),
2. l'insuffisance des infrastructures administratives et leurs équipements,
3. l'insuffisance des enseignants à tous les niveaux,
4. l'insuffisance du matériel pédagogique,
5. les taux élevés d'abandons scolaires,
6. le manque d'écoles techniques et des centres d'enseignement des métiers,
7. le faible taux de réussite aux examens de passage du cycle primaire au secondaire,
8. le manque de conscience de certains parents sur l'importance de la scolarisation des enfants,
9. le mauvais comportement de certains élèves et de certains parents.

Tous ces problèmes freinent le développement du secteur de l'éducation dans cette commune. Les actions proposées dans le PCDC, deuxième génération, visent à améliorer les conditions d'apprentissage afin d'augmenter le niveau d'instruction de la population de la commune. Elles se baseront sur les atouts existants dans la commune Itaba et qui sont :

- l'existence d'une DCE fonctionnelle qui organise tous les services à l'intention du personnel de l'enseignement primaire et secondaire en commune Itaba;
- l'existence de lauréats d'écoles de formation des enseignants en quête d'emploi ;
- l'existence des comités de gestion (parents) aux écoles primaires et secondaires pouvant contribuer dans la résolution des problèmes ci haut cités ;
- Comme potentialités, la commune dispose des matériaux locaux de construction (argile, moellon, gravier, bois, terre rouge), des espaces pour ériger des infrastructures scolaires ainsi qu'une main d'œuvre qualifiée pour leur construction.

a) *Sport et culture*

Les activités sportives et culturelles restent peu développées en commune Itaba. Cela est dû à l'insuffisance des terrains de jeu, aux mauvais états des terrains existants, au manque d'encadreurs en matière de sport et culture, au manque d'équipement, au manque de moyens financiers, etc.

La commune dispose de quelques atouts pour le développement des activités sportives et culturelles. Il s'agit notamment d'une population jeune et active, de la diversité des jeux (football, basketball et volleyball), des groupes d'animation (au moins deux par colline), des groupes de tambourinaires. Il est à noter que la commune Itaba a déjà gagné des tournois intercommunaux au football.

En matière de sport et culture, les actions proposées dans le PCDC favoriseront leur développement aussi bien dans les milieux scolaires que sur les collines. Le développement de ce secteur pourra prendre racine à partir des potentialités existantes fondées sur la propension des jeunes à pratiquer le sport à l'école et à exhiber les valeurs culturelles lors de manifestations publiques. De plus, l'existence de terrains de jeux dans différentes écoles primaires et secondaires favorisera la promotion du secteur même si le besoin de leur réhabilitation se fait sentir.

3.1.2 Santé, eau potable et habitat

3.1.2.1 Secteur de la santé

La commune Itaba dispose de deux centres de santé publics dont le CDS Buhinda desservant 4 collines de recensement pour 14 519 personnes et le CDS Gisikara desservant 11 collines de recensement et 19 394 personnes ainsi qu'un centre de santé privé, le CDS Buhoro desservant 5 collines et 22 052 personnes. Tous ces CDS disposent d'incinérateurs et de morgues. Ils sont raccordés en eau et en électricité.

Les services offerts sont les consultations curatives, le laboratoire, la maternité, les consultations prénatales, la vaccination, la petite chirurgie, dépistage du VIH/SIDA. La commune dispose de 6 infirmiers de niveaux A2, 5 de niveaux A3 et un technicien de promotion de la santé (TPS). Le CDS Ruhanza a été construit mais n'est pas fonctionnel par manque d'équipement et de personnel soignant.

La problématique de la santé précaire de la population est due à (1) insuffisance des structures de santé, (2) insuffisance du personnel soignant, (3) le manque d'accès aux produits pharmaceutiques, (4) le commerce illicite des produits pharmaceutiques, (5) le recours à la sorcellerie et aux charlatans, (6) le manque d'ambulance, (7) la malnutrition, (8) l'insuffisance des moustiquaires imprégnées, (9) l'ignorance de la population, l'insuffisance de l'énergie électrique dans CDS, etc.

Les atouts de ce secteur se manifestent par l'existence :

- du personnel soignant assez formé pour offrir une large gamme de services médicaux;
- de l'eau et de l'électricité installée dans tous les centres de santé ;
- de centre de santé ;

- d'un centre de santé construit mais pas encore fonctionnel ;
- matériaux locaux de construction
- des espaces pour ériger des infrastructures sanitaires
- d'une main d'œuvre qualifiée et non qualifiée
- fours tunnels

Les potentialités offertes à la commune pour le développement du secteur de la santé sont principalement :

- les partenaires de développement appuyant le secteur ;
- un hôpital de district sanitaire de Kibuye ;
- des médecins généralistes et spécialistes ;
- un hôpital régional à Gitega.

3.1.2.2 Secteur de l'eau potable

La commune dispose de 314 sources d'eau aménagées dont 260 sources fonctionnelles et 54 non fonctionnelles. Elle dispose également de réseaux d'adduction en eau potable d'une longueur de 28,5 Km avec 58 bornes fontaines, dont 46 fonctionnelles et 12 non fonctionnelles, desservant 1 865 ménages. Tous les points d'eau sont gérés par des comités qui sont fonctionnels sur toutes les collines. La commune compte également des sources d'eau potable aménageables et non aménagées.

Il existe dans la commune une régie communale de l'eau fonctionnelle qui entretient les sources aménagées et les bornes fontaines. Les redevances collectées sont utilisées par la RCE pour le bon fonctionnement de la régie, l'achat du matériel nécessaire pour des réparations éventuelles et du matériel de bureau.

L'insuffisance de l'eau potable a pour conséquence le manque d'hygiène qui entraîne des maladies diarrhéiques, des verminoses, etc. et, par conséquent, contribue à la précarité de la santé de la population.

La problématique de l'insuffisance de l'eau potable est due à l'insuffisance des sources aménagées et des réseaux d'AEP, aux sources aménagées et bornes fontaines non fonctionnelles, aux bassins versants non protégés, l'insuffisance des partenaires de développement appuyant le secteur, etc.

Le manque (ou l'insuffisance) de l'eau potable s'observe également dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les ménages.

La commune dispose des atouts pour le développement du secteur de l'eau potable. Il s'agit de l'existence de :

- une RCE fonctionnelle qui prend en charge la gestion et la maintenance des réseaux et points d'eau à l'aide de redevances eau ;
- comités des usagers d'eau ;
- sources aménageables non aménagées
- fontainiers

- Matériaux locaux de construction
- Etc.

Les potentialités offertes à la commune Itaba pour le développement du secteur de l'eau potable sont essentiellement :

- Une pluviométrie suffisante
- La proximité de la ville de Gitega pour l'approvisionnement en matériaux de plomberie.
- Existence des bailleurs de fonds appuyant le secteur de l'eau

3.1.2.3 Secteur de l'habitat

Les maisons de la commune Itaba sont couvertes de tôles (21%), de tuiles (64%) et de paille (15%). Même si elles sont couvertes de tôles et de tuiles, les murs sont faits, soit de briques adobes, des bois et roseaux couverts de mortiers de terre et, rarement, de briques cuites.

La problématique de l'habitat indécemment est principalement liée aux faibles moyens financiers et à l'ignorance de la population. La majorité des ménages de la commune Itaba ne disposent pas de latrines qui répondent aux normes exigées. Ce qui met en danger la santé de la population.

La commune dispose de quelques atouts pour le développement du secteur de l'habitat. Il s'agit notamment:

- des artisans impliqués dans la construction (briquetiers, maçons, tuiliers, charpentiers, etc),
- de la solidarité de la population pouvant contribuer dans la construction des maisons des vulnérables,
- d'un TPS pour la sensibilisation, la formation et l'information de la population, etc.
- d'une main d'œuvre qualifiée et non qualifiée
- des fours tunnels

Des potentialités sont offertes à la commune pour le développement de l'habitat. Il s'agit de :

- la proximité de la ville de Gitega pour l'approvisionnement en matériaux de construction importés (Ciment, fer à béton, tôles, etc).
- la présence des bailleurs de fonds appuyant le secteur
- la présence d'une ligne électrique à haute, moyenne tension et basse tension pour l'électrification des maisons
- etc

3.1.3 Justice, paix et sécurité, démocratie, genre, droits de l'homme, lutte contre la corruption, bonne gouvernance

➤ Justice

La commune Itaba dispose d'un tribunal de résidence où travaillent un Président et un Vice-Président du tribunal, trois juges et deux greffiers. Au cours des trois dernières années, 616 affaires ont été portées au tribunal dont 94% sont des affaires civiles et 6% des affaires

pénales. Au cours de la même période, le même tribunal a déjà tranché 510, soit 92% des affaires portées au tribunal. Il existe en commune Itaba un animateur juriste intercommunal (Itaba, Bukirasazi, Buraza) .

➤ **Paix et sécurité**

De manière globale, la situation sécuritaire est bonne dans la commune. Au cours des deux dernières années, la commune a enregistré des cas de vols (dans les ménages, dans les champs, boutiques, vols du bétail, etc.) utilisant des armes à feu ; des embuscades, des cas d'assassinat et de suicide ont été observés dans la commune.

Des cas de perturbations de la sécurité suite à la consommation des boissons alcoolisées, en général, et des boissons prohibées, en particulier, ont été signalés. Des conflits fonciers et familiaux sont signalés sur différentes collines qui composent la commune.

➤ **Genre, droit de l'homme et cohésion sociale**

La commune est dirigée par un administrateur de sexe féminin, ce qui estompe un peu l'inquiétude de la non prise en compte de cette dimension. Cependant, dans le domaine de l'emploi, il existe un déséquilibre entre les pourcentages des hommes et des femmes travaillant dans la commune. En effet, sur 596 personnes travaillant dans l'administration (Conseil Communal, chefs de zones, chef de colline, structures de développement communautaire) et dans les services techniques déconcentrés, 37% sont des femmes. A titre indicatif, noter que :

- dans l'administration, les femmes représentent 33% au conseil communal, 21 % aux conseils collinaires, pas de femmes chef de zone ou chef de colline ;
- dans les services techniques déconcentrés : 19% directeurs d'EP, 33% titulaires de centre de santé ; cependant, on n'observe pas de femmes à la tête des écoles secondaires, pas de femmes parmi le personnel d'encadrement agricole, etc.

Au cours des dernières années, la commune a également enregistré des cas de violences sexuelles et de violences basées sur le genre.

➤ **Bonne gouvernance**

Au cours du processus d'élaboration du PCDC, beaucoup de cas qui illustrent la mauvaise gouvernance ont été signalés dans les différents services ainsi que dans les ménages. Le non respect de la démocratie, l'iniquité liée au genre, la corruption et les malversations économiques, sont considérés comme quelques uns des aspects de la mauvaise gouvernance.

Il est à signaler que les chefs de zones ne disposent pas de bureau propre à la zone afin de mieux servir la population de leur ressort.

Pendant le processus d'élaboration du PCDC, la problématique de mauvaise gouvernance a été un sujet de discussions parfois controversé entre le personnel de l'administration et les administrés de la commune.

Dans le ce secteur de « la justice, paix et sécurité, démocratie, genre, droits de l'homme, lutte contre la corruption, bonne gouvernance », la commune dispose des atouts ci – après :

- Des Structures administratives élues au suffrage universel,
- Des bureaux de la commune,
- un tribunal de résidence en très bon état
- Un personnel du tribunal de résidence
- La liberté d'expression dans la commune
- La cohabitation pacifique des membres de différents partis politiques

Comme potentialités dans le même secteur, il y a :

- L'existence d'un corps de police de proximité opérationnel dans le maintien de la sécurité ;
- L'existence de comités mixtes de sécurité qui s'installe pour épauler le corps de police dans le maintien de la sécurité ;
- La direction de la commune assurée par une femme qui est sensible aux questions de genre et aux violences basées sur le genre.

3.2 Secteurs économiques

3.2.1 Agriculture

En commune Itaba, plus de 90% vivent de l'agriculture. Les producteurs produisent des cultures vivrières (haricot, maïs, patate douce, banane, manioc, petit pois, pois cajan, pomme de terre, le riz, etc.), industrielles (café), maraichères (choux, tomates, oignons, aubergines, courges, amarantes, poivrons, betteraves, etc.) et fruitières (avocatiers, ananas, orangers, mandariniers, papayers, etc.). L'agriculture est pratiquée sur les collines et dans les bas-fonds. Ils pratiquent en général la polyculture avec quelques cas de monoculture surtout pour le riz, la patate douce et le manioc.

Toutefois, les rendements des différentes cultures restent très faibles: 0.626T/ha pour le haricot, 0,772T/ha pour le maïs, 3,6T/ha pour la pomme de terre, 5,6 T/ha pour le manioc, 5.3T/ha pour la patate douce ; 3.6 T/ha pour la banane ; 1.1T/ha pour le riz ; 0.5T/ha pour le petit pois, etc.

Un personnel d'encadrement composé d'un agronome communal, trois assistants agricoles de zone, de 20 moniteurs agricoles sous la supervision de la DPAE ainsi que six encadreurs du café déployés dans la commune Itaba par la DPAE. De plus, la commune possède un centre semencier se trouvant à Nyagifu ainsi qu'un hangar de stockage des intrants agricoles se trouvant à Gihamagara. Enfin, il existe, dans la commune, 78 organisations de producteurs (associations) œuvrant dans le domaine de l'agriculture.

La problématique de la faible production agricole est principalement due à :

- (1) l'insuffisance des intrants agricoles (semences en général et semences sélectionnées en particulier, fertilisants),
- (2) les ennemis nuisibles aux cultures (maladies et ravageurs) aggravés par le manque de produits phytosanitaires,
- (3) la dégradation des terres due à la surexploitation des terres agricoles, au manque de fertilisants et de protection anti-érosive,
- (4) l'inefficacité des structures d'encadrement agricole à la base,
- (5) l'insuffisance des partenaires de développement appuyant le secteur agricole,
- (6) changements climatiques défavorables,
- (7) faible niveau de formation des agriculteurs,
- (8) manque de moyens financiers dû au faible revenu de la population et à l'accès difficile au crédit agricole
- (9) l'insuffisance d'entretien des caféiers,
- (10) prix de vente des produits agricoles non rémunérateurs,
- (11) Résistance de la population aux changements de pratiques agricoles ;
etc.

La commune dispose des atouts pour le développement du secteur de l'agriculture. Il s'agit notamment de :

- du personnel d'encadrement agricole
- une diversité des cultures
- Existences des marais aménageables non encore aménagés
- Main-d'œuvre abondante sous exploitée,
- Des associations œuvrant dans le secteur agricole
- Un centre semencier se trouvant à Nyagifu pour la multiplication des semences sélectionnées
- Des marchés locaux pour l'écoulement des produits agricoles

Les potentialités offertes à la commune Itaba pour le développement du secteur agricole sont :

- des conditions climatiques et édaphiques favorables à la diversification des cultures ;
- la proximité de la ville de Gitega ;
- les routes (RN8 et la RN13) et pistes qui facilitent le transport des produits agricoles ; vers d'autres marchés en dehors de la commune ;
- les partenaires appuyant le secteur agricole ;
- une unité de transformation des produits agricoles se trouvant en commune Makebuko ;
- de deux stations de lavage du café ; etc.

La mise en œuvre des actions proposées dans le présent PCDC contribueront à l'augmentation de la production agricole avec pour conséquence, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus. Le développement du secteur agricole

aura comme effet de remorquer celui des autres secteurs tels que la santé, l'habitat, l'éducation, etc.

3.2.2 Elevage

La commune compte des espèces animales variées. En comparant les données de 2008 à celles de 2012, il y a eu variation généralement positive des effectifs, l'exception étant pour les ovins et les étangs piscicoles. En effet, les bovins sont passés de 2431 à 4 059, soit une augmentation de 40%, les caprins de 15284 à 21 308 (28%), les ovins de 4297 à 3 775 (-14%), les porcins de 1304 à 2767 porcins (53%) , la volaille de 8 993 à 27 762 (67%), les ruches de 1980 à 3001 (34%) et les étangs piscicoles de 10 à 8 (-25%).

Les éleveurs pratiquent l'élevage extensif. Pour les bovins, les caprins et les ovins, ils les conduisent dans les pâturages naturels qui deviennent de plus en plus rares suite à la pression démographique. Certains éleveurs font un élevage de prestige avec beaucoup de têtes de bétail de race locale, parfois maigres et à faible production. Très peu d'éleveurs ont déjà installé des cultures fourragères suffisantes pour leur troupeau. Les cultures fourragères installées sont estimés à 62 km de longueur et à 4 ha de champ pur de *Trypsacum* ainsi que 2 ha de Banna grass et *Penissetum*.

Pour toutes les espèces, la majorité des animaux élevés sont de race locale. Toutefois, au cours de ces dernières années, des partenaires de développement ont contribué au repeuplement du cheptel en introduisant des animaux de races améliorées, particulièrement pour les bovins, les caprins, les porcins et la volaille.

Par manque des géniteurs et de semences pour l'insémination artificielle, il y a eu croisement entre les races améliorées et les races locales ; ce qui ne favorise pas l'augmentation des productions animales (lait et viande). De plus, rares sont les éleveurs qui pratiquent la stabulation permanente ou qui alimentent leur bétail (de race locale ou améliorée) à base de concentrés ; ceci réduit sensiblement leurs performances.

En commune Itaba, des pathologies animales sont enregistrées dont les principales sont (1) la fièvre aphteuse, la théilériose, les verminoses et les ectoparasites pour les bovins ; (2) l'ecthyma contagieux, les verminoses, la conjonctivite et les ectoparasites pour les caprins ; (3) les verminoses et les ectoparasites pour les ovins ; (4) les maladies carencielles, les verminoses et les ectoparasites pour les porcins ; (5) la Newcastle et les verminoses pour la volaille ; (5) la gale et la coccidiose pour les lapins ;

Des cas de vaccination sont observés dans la commune et, en 2012, 586 bovins ont été vaccinés contre la brucellose et 300 contre le charbon.

Quant au personnel d'encadrement, la commune dispose d'un vétérinaire communal, d'un vétérinaire de zone et des agents communautaires de santé animale (ACSA). Elle dispose également d'un champ semencier où sont multipliées des cultures fourragères à diffuser.

La commune compte 81 associations ayant l'élevage, et plus particulièrement, l'élevage caprin comme activité focale.

La problématique de la faible production animale est due (1) à la non maîtrise des techniques d'élevage, (2) à la non disponibilité d'intrants d'élevage comme les aliments pour

bétail, les blocs à lécher, les produits vétérinaires, les semences pour l'insémination artificielle ou les géniteurs, (3) à l'insuffisance d'encadrement due à l'insuffisance du personnel, (4) au taux de mortalité élevé pour les animaux de race améliorée, (5) au manque de moyens financiers de la population, (6) au manque de marchés d'écoulement des produits d'élevage à des prix motivants, (7) au manque de techniques et d'équipements pour la promotion des activités piscicoles et apicoles.

La mise en œuvre des actions de développement du secteur de l'élevage s'appuiera sur les atouts que compte la commune. En effet, il y a existence de :

- une diversité d'espèces animales ;
- gros et petit bétail ainsi que de la volaille de races améliorées ;
- des éleveurs progressistes ;
- associations œuvrant dans le secteur de l'élevage ;
- personnel d'encadrement technique (TVC, TVZ et ACSA) ;
- un centre semencier à Nyagifu pour la multiplication des cultures fourragères ;
- Marais non encore aménagés pour le développement de la pisciculture ;
- L'utilisation de la chaîne de solidarité communautaire pour le repeuplement du cheptel pour la diffusion des animaux dans les ménages.

Elle s'appuiera également sur les potentialités offertes à la commune. Il s'agit de :

- un climat favorable au développement du secteur de l'élevage ;
- partenaires de développement appuyant le secteur de l'élevage ;
- la proximité de la ville de Gitega pour l'écoulement des produits d'élevage ;
- l'existence d'un programme d'insémination artificielle ;
- l'existence des services techniques déconcentrés œuvrant au niveau provincial.

Les actions proposées dans le présent PCDC tiennent compte des atouts et potentialités ainsi que des problèmes et contraintes existant dans le secteur de l'agri-élevage.

3.2.3 Forêts/environnement

La commune Itaba compte des boisements domaniaux, communaux et privés estimés respectivement à 122 ha, 94 ha et 600 ha. Les principales essences sylvicoles trouvées dans la commune sont l'Eucalyptus sp, le Pinus et le Callitris. Les boisements domaniaux ont été installés avec l'appui du PABV.

La commune compte beaucoup d'espaces à vocation forestière non encore boisés estimés à environ 600ha répartis sur toutes les collines qui composent la colline et la plupart appartiennent aux privés. Les boisements installés dans la commune sont souvent brûlés par les feux de brousse dont les origines sont soit accidentels, soit volontaires.

En commune Itaba, l'intégration agro-sylvo-zootechique est à l'état embryonnaire. Des essences agro forestières sont observables dans certaines exploitations agricoles. Il s'agit

principalement du Grevillea, Calliandra, Leucaena, Cedrella. L'exploitation des essences forestières et agro forestières se fait de manière incontrôlée.

En 2012, la consommation et la vente des produits forestiers qui sont estimés à 2566 sacs de charbon, 33 476 planches, 4 376 madriers et 66 stères de bois de chauffe. Ces produits forestiers sont vendus dans et en dehors de la commune Itaba.

Toutefois, il est très difficile d'estimer la quantité de bois de chauffe ramassée par les femmes et les enfants pour la cuisson des aliments dans les ménages, le bois utilisé dans la construction des maisons et clôture.

Le manque de couverture végétale a pour conséquence la dégradation des terres agricoles, la diminution des débits et /ou le tarissement des sources d'eau.

Dans le cadre de l'aménagement des bassins versants, des dispositifs antiérosifs ont été installés sur des haies d'environ 62 km de longueur. Les principales cultures fourragères sont le Tripsacum, le Penissetum, le Banagrass et le Setaria. L'objectif de l'installation des haies antiérosives est de freiner le rythme de ruissellement des eaux de pluies entraînant la dégradation des terres.

La commune Itaba dispose de sites d'exploitation de matériaux de construction comme le moellon et l'argile. Cette exploitation est faite quelque fois par des associations qui payent des redevances à la commune après avoir obtenue l'autorisation d'exploitation sans analyse des impacts sur l'environnement et sans mesures de mitigation préalablement définies de ces impacts. Et, malheureusement, ces sites ne sont pas restaurés par la suite.

La problématique de protection de l'environnement est due (1) au déboisement incontrôlé, (2) au rythme de déboisement qui est supérieur au rythme de reboisement, (4) aux feux de brousse, (5) à l'insuffisance de l'aménagement des bassins versants, (6) à la non réhabilitation des sites d'exploitation des matériaux de construction, (7) au manque de semences forestières et agro forestières, (8) au manque du personnel d'encadrement, (9) à la faible implication des acteurs impliqués dans la protection de l'environnement, (9) à l'ignorance de la législation environnementale, (10) au manque de programme d'éducation environnementale au niveau communal, etc.

Comme atout, la commune Itaba dispose de :

- espaces à reboiser dans les domaines domaniaux, communaux et privés,
- l'existence d'un marché d'écoulement des produits forestiers et agroforestiers ;

Le développement de ce secteur s'appuiera les potentialités offertes à la commune. Il s'agit notamment de l'existence de :

- Des conditions climatiques et édaphiques favorables à la croissance d'une diversité d'essences forestières et agroforestières
- La vente des semences des essences forestières et agroforestières par le Département des forêts
- L'existence de marchés d'écoulement en dehors de la commune
- Existence d'une législation en matière d'environnement (code de l'environnement, code forestiers, code minier, etc) ;
- Existence d'un programme national d'éducation environnementale

La protection de l'environnement est un axe transversal et doit être une préoccupation des acteurs de développement dans tous les secteurs.

3.2.4 Commerce, industrie, artisanat, hôtellerie et tourisme

➤ *Le commerce et activités génératrices de revenus*

En commune Itaba, le commerce reste peu développé. En effet, elle compte un marché principal à Gihamagara et trois petits marchés situés à Kivoga, Muvyibusha et Buhoro. Dans ces marchés, les produits agricoles sont les plus vendus mais on y trouve également des produits de l'artisanat ainsi que des produits manufacturés. Tous ces marchés nécessitent des améliorations quant à leurs aménagements afin d'assurer l'hygiène et la protection des produits vendus.

On trouve également des personnes ayant initié, individuellement ou en association, des activités génératrices de revenus (bistrot, restaurants, moulins, boutiques, etc.) et des intermédiaires pour la collecte des produits agricoles (haricot, grain de maïs, café, etc.) selon les saisons. Les activités commerciales constituent la principale source des recettes de la commune elles représentent plus 70% des recettes communales.

➤ *Les industries*

Les industries font défaut en commune Itaba. Elle compte uniquement trois stations de lavage de café situées à Kirambi, Rukobe II et Mutanga. Elles sont actuellement sous exploitées.

➤ *L'artisanat*

La commune compte différents types d'artisanats. Il s'agit de :

- L'artisanat de production avec 1072 artisans dont 652 pour la vannerie et le tissage, 80 pour la tuilerie, 79 pour la poterie, 72 pour la charpenterie, 52 pour la menuiserie, 46 pour la scierie, 25 pour la forge. On trouve également quelques artisans dans la briqueterie (16), four tunnel (14), boulangerie (12), savonnerie (4), etc ;
- l'artisanat de service avec 261 artisans dont 154 dans la maçonnerie, 29 dans la couture, 26 dans la réparation mécanique, 23 dans la réparation électronique, 19 dans la cordonnerie, 6 dans la soudure, 31 dans les salons de coiffure (6 sont permanents et 25 fonctionnent les jours de marché) et 1 dans la broderie ;
- l'artisanat d'art avec 32 artisans dont 25 impliqués dans la céramique et 7 dans la peinture.

Les artisans travaillent individuellement ou en associations. Les produits de l'artisanat sont vendus localement.

➤ *Hôtellerie et tourisme*

L'hôtellerie et le tourisme sont des secteurs moins développés dans la commune. Il n'existe pas d'infrastructures hôtelières. Les plus proches se trouvent en commune Makebuko ainsi qu'en provinces Ruyigi et Gitega.

La problématique de faible développement des secteurs du commerce, industries, artisanat et tourisme est principalement due (1) aux faibles pouvoir d'achat de la population, (2) au faible niveau d'instruction des gens qui entreprennent des activités commerciales, (3) au manque d'IMFs pouvant octroyer des crédits à taux d'intérêts relativement bas, (4) au manque d'hypothèque pour avoir des crédits consistants, (5) l'insuffisance du courant électrique, (6) l'insuffisance et le mauvais état des voies de communication, (7) aux marchés non construits et mal aménagés, (8) au faible développement de l'esprit d'entrepreneuriat, (9) à l'insuffisance des partenaires de développement appuyant ces secteurs

La commune dispose des atouts pour le développement de ce secteur. Il s'agit de l'existence de :

- Des routes et pistes praticables ;
- des terres agricoles assez favorables à l'agriculture et à l'élevage ;
- des marchés en général et du marché de Gihamagara fréquentés par beaucoup de gens, y compris ceux des communes limitrophes et d'ailleurs ;
- une population active ;
- des consommateurs ;
- des sites touristiques non aménagés (Igihitasi, Mu mabere y'Inkumi, etc).

La commune peut également se développer grâce aux potentialités lui offertes. Il s'agit notamment de l'existence de :

- Une ligne de haute tension traversant la commune ;
- la proximité de la ville de Gitega ;
- une population des communes environnantes fréquentant le marché de Gihamagara ;
- des routes asphaltées traversant la commune ;
- l'existence des matières premières pour l'artisanat ;

3.2.5 Energie, minerais

a) Energie

La commune Itaba est traversée par une ligne électrique à haute tension allant de Gitega à Ruyigi. Cependant, la seule localité raccordée en électricité est le centre de Gihamagara où actuellement 95 compteurs sont déjà installés et fonctionnels. Cela a permis aux habitants de Gihamagara de démarrer des activités nécessitant de l'électricité comme les salons de coiffure, la soudure, etc.

Actuellement, il n'existe pas de barrage hydro-électrique dans la commune et dans ses environs alors qu'elle dispose des potentialités, comme les chutes sur la rivière Nyakijanda par exemple, pouvant contribuer à l'augmentation du potentiel électrique communal, provincial et national pouvant favoriser le développement du secteur énergétique.

L'utilisation de l'énergie solaire commence à se développer dans la commune. Elle est actuellement utilisée par quelques services publics (centre de santé, police, etc.) et des privés qui commencent timidement à utiliser cette source d'énergie renouvelable. Certains

partenaires de développement dont la GIZ contribuent à la promotion de l'utilisation de l'énergie solaire.

La problématique de faible développement du secteur énergétique est due à (1) l'insuffisance de courant électrique au niveau national, (2) aux coûts relativement élevés des factures de la REGIDESO, (3) au coût relativement élevés du matériel et équipement pour l'installation de l'énergie solaire, (4) à l'indisponibilité sur le marché local et aux coûts élevés des équipements et matériel d'installation de l'énergie électrique qu'elle soit d'origine hydraulique ou solaire.

La commune dispose d'un potentiel hydraulique à exploiter après la construction d'un barrage électrique. Elle présente aussi des potentialités. Il s'agit de : (1) partenaire de développement appuyant le développement de ce secteur, (2) l'existence des alternatives pour la production de l'électricité, etc.

b) Mines et carrières

La population et les administratifs affirment que les travaux de prospection géochimique effectués dans la région révèlent des indices de Nickel, de Cuivre, de Cobalt et de Vanadium.

La population de la commune exploite actuellement les matériaux locaux de construction et/ou d'artisanat (moellon, gravier, le sable, la terre rouge et l'argile). Il est cependant à déplorer que ces exploitations sont faites de manière anarchique sans respect des normes environnementales. Les sites d'exploitation abandonnés ne sont pas réhabilités.

La problématique du manque d'exploitation des mines dépasse les compétences de la commune. Elle doit être analysée dans un contexte plus global et national.

Quant à la problématique d'exploitation des matériaux locaux de construction et /ou d'artisanat, elle est due à l'absence d'analyse d'impacts environnementaux et sociaux des activités de développement socio-économique entreprises dans la commune et, plus particulièrement, le manque de mesures de mitigation de ces impacts négatifs.

3.2.6 Transport et communication

➤ Routes et pistes

La commune est desservie par un réseau routier composé de deux routes nationales à savoir la RN8 en bon état et la RN13 en mauvais état, de deux routes provinciales, de quatre routes communales et de 42 pistes en mauvais état. La longueur des routes nécessitant la réhabilitation est estimée à 178 km. La commune compte également 24 ponts et ponceaux en mauvais état et en besoin de reconstruction ou de réhabilitation.

➤ Le Transport

Le transport des personnes et des marchandises est assuré par des véhicules, des motos ainsi que des vélos. En commune itaba, il existe :

(1) cinq véhicules dont 3 appartenant aux privés, 1 véhicule de service au Gouvernement (Commune) et 1 à la paroisse Buhoro.,

(2) 20 motos dont 6 appartenant aux privés, 13 motos de service appartenant au Gouvernement et 1 à une confession religieuse et

(3) 3094 vélos appartenant aux privés, 8 au Gouvernement, 10 aux organisations de la société civile. Des motos et des vélos font le taxi à l'intérieur de la commune et dans les communes limitrophes.

Le transport des personnes et des marchandises sur les routes nationales est également assuré par des véhicules allant ou venant des provinces Ruyigi et Cankuzo par la RN13 et des provinces Rutana, Bururi et Makamba par la RN8.

➤ *Téléphone*

La communication par téléphone est une possibilité dans beaucoup de localités de la commune en utilisant les téléphones mobiles avec abonnement aux compagnies LEO, ECONET et ONAMOB suite aux antennes installées dans la commune et dans ses environs. Compte tenu du faible pouvoir d'achat des habitants de la commune, très peu de personnes (non encore inventoriées) utilisent des téléphones cellulaires. Ceux qui en possèdent se heurtent aux problèmes d'insuffisance de courant électrique et parcourent de longues distances pour les charger à des coûts relativement élevés.

Pour la téléphonie fixe, il existait une seule cabine publique, au centre de Gihamagara, qui n'est plus fonctionnelle depuis plusieurs années.

➤ *La presse et les médias*

Beaucoup de personnes de la commune Itaba sont formées et informées à travers des émissions radiodiffusées par des radios publiques et privées car elles possèdent des postes récepteurs. Pendant les tranches d'informations, même ceux qui ne possèdent pas de postes récepteurs se rendent chez les voisins qui en ont. Certaines personnes utilisent des téléphones cellulaires pour capter l'une ou l'autre émission de leur choix.

Vingt cinq postes téléviseurs sont enregistrés au centre de Gihamagara et un studio d'enregistrement ;

Les journaux ne sont pas très lus par les habitants de la commune suite à leur indisponibilité, aux prix élevés des journaux publiés par des privés mais surtout au taux d'analphabétisme élevé.

La problématique du transport et communication handicape le développement de la commune. Elle est essentiellement due (1) à l'enclavement, (2) aux faibles recettes de la commune, (3) au faible pouvoir d'achat des habitants, (3) à l'insuffisance d'entretien des routes et pistes, (4) au manque de sources d'information dans la commune, au faible niveau d'instruction de la population.

Le secteur pourrait cependant, se développer en s'appuyant sur l'existence atouts ci - après :

- réseau de pistes rurales, ponts et ponceaux;

- de réseaux téléphoniques mobiles ayant leurs antennes sur place ;
- une cabine de téléphonie fixe à réhabiliter ;

Des potentialités sont offertes à la commune. Il s'agit de :

- routes asphaltées traversant la commune (RN13 et 8)
- installations de courant électrique haute, moyenne et basse tension au chef lieu de la commune.
- antennes réceptrices des radios publiques et privées
- antennes de téléphonies mobiles
- journaux variés publiés dans le pays

3.2.7 Les institutions financières

La commune d'Itaba abrite les institutions de microfinance comme la COOPEC, TURAME, Dukuzibondo et la Régie Nationale des Postes (RNP). L'agence postale d'Itaba date de 2012 et ses services restent encore très limités. TURAME et COOPEC offrent des crédits aux producteurs individuellement ou en association.

Etant donné que la population de la commune Itaba souffre d'un manque criant de capitaux pour son développement, les institutions de microfinance constituent des opportunités leur offertes mais qui ne sont pas suffisamment exploitées.

IV. Orientations stratégiques et objectifs de développement

4.1 Formulation de la vision de la Commune sur une période de 5 ans

La vision de la commune est formulée comme suit :

Muri 2017, Itaba, Komine itonyanga itoto, irangwamwo iterambere rirama rishingiye ku mahoro, umutekano, intwaro ibereye, amagara meza, ubumenyi n'uburaro bwiza kuri bose

En Français, elle se traduit comme suit :

D'ici 2017, la commune Itaba assure durablement une sécurité alimentaire ainsi que les services sociaux de base à sa population dans la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et dans le respect de l'environnement

Cette vision a été formulée en se basant sur les atouts et potentialités de la commune, les défis et contraintes socio-économiques vécus par les habitants de la commune ainsi que ceux du milieu.

4.2 Orientations stratégiques de développement

Sur base de la vision de la commune pour la période 2013-2017, six axes stratégiques sectoriels ont été dégagés. Il s'agit de:

1. Amélioration des performances du système éducatif (Education, sport et culture) ;
2. Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable ainsi que sauvegarde de l'environnement ;
3. Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (santé, eau potable, habitat, hygiène et assainissement) ;
4. Développement de l'économie hors agriculture (commerce, artisanat, énergie, transport et voies de communication) ;
5. Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de la personne humaine) ;
6. Maitrise de la démographie galopante

Les axes du PCDC de la commune Itaba, deuxième génération, cadrent très bien avec les axes des outils de planification existant au niveau national (le CSLP II et la vision 2025) ainsi qu'avec les axes des Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD) qui est un outil de planification existant au niveau international. En effet, le tableau ci-dessous montre à suffisance cette concordance entre les axes des différents outils.

Tableau 3: Cohérence des axes du PCDC avec le CSLP II, vision 2025 et les OMD

Axes stratégiques du PCDC	Axes stratégiques du CSLP II	Vision 2025	OMD
Amélioration des performances du système éducatif (Education, sport et culture).	(iii) Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale	(2) Capital humain (4) intégration régionale (8) partenariat	(2) Assurer l'éducation primaire pour tous, (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement
Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable ainsi que la sauvegarde de l'environnement.	(iv) Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable (ii) Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi	(3) Croissance économique et lutte contre la pauvreté (7) Aménagement du territoire et urbanisation (5) Démographie	(1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim, (7) Préserver l'environnement (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement
Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (santé, eau potable et assainissement, habitat)	(iii) Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale	(2) Capital humain	(4) Réduire la mortalité infantile, (5) Améliorer la santé maternelle, (6) Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies
Développement des l'économie hors agriculture (commerce, artisanat, énergie, hôtellerie et tourisme, Transport et voies de communication)	(ii) Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi	(3) croissance économique et la lutte contre la pauvreté, (7) Aménagement du territoire et urbanisation, (8) partenariat	(1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim, (8) Mettre en place en partenariat mondial pour le développement
Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de l'homme)	(i) Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre	(1) bonne gouvernance et renforcement des capacités de l'Etat (5) Démographie (6) Cohésion sociale (8) Partenariat	(3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (8) Mettre en place en partenariat mondial pour le développement
Maitrise de la démographie galopante	Transversale pour tous les axes du CSLP II	Transversale pour tous les piliers de la vision 2025	Transversales pour tous les OMD

4.3 Axes stratégiques du développement de la commune

Tenant compte des priorités de la commune Itaba, les axes stratégiques du PCDC IIème génération ont été formulés et classés de la manière suivante :

1. Amélioration des performances du système éducatif

Cet axe stratégique qui renferme le secteur de l'éducation, du sport et de la culture s'aligne au 3^{ème} axe du CSLP II, aux 2^{ème}, 4^{ème} et 8^{ème} piliers de la vision 2025 et aux objectifs n°2 et 8 des OMD.

2. Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable, sauvegarde de l'environnement.

Cet axe stratégique du PCDC constitue la deuxième priorité de la commune Itaba. Il s'aligne aux axes n°2 et 4 du CSLP II, aux piliers n°3, 5 et 7 de la Vision 2025 et aux objectifs n°1, 7 et 8 des OMD.

3. Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base

L'axe stratégique n°3 du PCDC II^{ème} génération comprend les secteurs de la santé, de l'eau potable, de l'assainissement et de l'habitat. Il correspond à l'axe n°2 du CSLP II, au 2^{ème} pilier de la vision 2025 et aux objectifs n°2, 4, 5 et 6 des OMD.

4. Développement de l'économie hors agriculture

Le quatrième axe du PCDC comprend les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, de l'énergie, du tourisme, de l'hôtellerie, du transport et des voies de communication)

Ce 4^{ème} axe stratégique du PCDC, 2^{ème} génération, s'aligne au 2^{ème} axe stratégique du CSLP II, aux 3^{èmes}, 7^{ème} et 8^{ème} piliers de la vision 2025 et aux 1^{er} et 8^{ème} objectifs des OMD.

5. Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité

Ce 5^{ème} axe stratégique du PCDC, 2^{ème} génération comprend les secteurs de la gouvernance, de la cohésion sociale, de la sécurité, de la justice, du genre et des droits de la personne humaine. Il s'aligne à l'axe stratégique n°1 du CSLP II, aux piliers 1, 5,6 et 8 de la vision 2025 et aux objectifs n°3 et 8 des OMD.

6. La maîtrise de la démographie galopante

Il s'agit d'un axe transversal dans le CSLP II, Vision 2025 et OMDs.

V. Programme d'actions et d'investissements

5.1. Contenu du plan

Cette section décrit les axes stratégiques, objectifs, actions principales à mener avec un budget par objectif et par axe.

A partir des cinq axes stratégiques formulés dans le PCDC de la commune Itaba, IIème génération, plusieurs objectifs ont été fixés et les actions à mener ont également été proposées avec des budgets estimatifs y relatifs.

5.1.1. Axe stratégique n°1 : Amélioration des performances du système éducatif

Cet axe est justifié par la situation actuellement observée dans les secteurs de l'enseignement à tous les niveaux, du sport et de la culture. Cette situation mérite une attention particulière car compte tenu des normes nationales actuelles, la commune Itaba doit entreprendre beaucoup d'actions qui visent l'amélioration de la situation dans les secteurs précités. Dans le but d'améliorer les conditions d'apprentissage et afin de promouvoir un enseignement de qualité, la commune Itaba propose une série d'actions à mener, destinées à la portée de l'état actuel défectueux à un horizon 2017 meilleur, selon les indicateurs suivants.

Tableau 4: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'éducation

Principaux indicateurs	Indicateur actuel (%)	Normes (%)	Objectif 2017 (%)
Taux d'achèvement du cycle primaire	47,7	80	78
Taux d'abandon	5,3	0	2
Ratio écoliers/classe	67 au 2 ^{aire} , 83 au 1 ^{aire}	50	53
Ratio écoliers /maître	54 au 1 ^{aire}	30	40
Ratio écoliers /banc pupitre	2,4 au 2 ^{aire} , 4 au 1 ^{aire}	2	2 au 2 ^{aire} et 3 au 1 ^{aire}
Parité fille/garçon	1.1	1.1	1.1

Source : DCE, Données secondaires collectées, Mai 2013

Les objectifs et les actions repris ci –après permettront d'augmenter le taux de scolarisation et les taux de réussite en général ainsi qu'au concours national, au test conduisant au second cycle de l'enseignement secondaire, à l'examen d'Etat en particulier.

Objectif n°1 : Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales.

Avec cet objectif, la commune Itaba enregistrera l'amélioration de ces ratios dans l'ordre ci-haut cité (tableau en supra).

Le développement de cet objectif aura comme impact la réduction des ratios écoliers (élèves) par classe, par banc pupitre montrés ci haut. Pour cela, la commune se propose d'œuvrer dans la réalisation des actions suivantes :

- Construire (salles de classe et latrines) et équiper 6 écoles maternelles, 12 écoles fondamentales, 45 salles de classes pour les écoles fondamentales des EP existantes, 4 écoles secondaires et logements des enseignants,
- Réhabiliter 10 écoles primaires (salles de classes et/ou des blocs latrines et/ou Blocs administratifs)
- Poursuivre la construction et équiper 4 écoles secondaires et les homes pour enseignants
- Construire et équiper une école technique
- Construire et équiper un centre d'enseignement des métiers

Le coût global des actions retenues pour atteindre l'objectif n°1 est estimé à 7 587 000 000 Francs burundais provenant respectivement des contributions de la population (1 689 000 000 Fbu), de la commune (339 000 000 Fbu) et des bailleurs de fonds (5 560 000 000 Fbu).

Objectif n°2 : Contribution à l'amélioration de la qualité des enseignements

Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes sont prévues :

1. Organiser des campagnes de sensibilisation sur toutes les collines et dans toutes les écoles à l'intention de la population en général, des parents et des enfants en particulier.
2. Construire et équiper les locaux de la DCE ;
3. Doter la DCE et l'inspection communale d'équipements nécessaires pour son bon fonctionnement (véhicule, motocyclettes, ordinateurs et accessoires, photocopieuse, etc.).
4. Acheter des manuels et équipements scolaires pour les écoliers, les élèves et les enseignants
5. Mener des séances de plaidoyer pour le recrutement et/ou le redéploiement des enseignants supplémentaires ;
6. Mener des séances de plaidoyer pour une meilleure restructuration des programmes scolaires ;
7. Construire et équiper des homes pour enseignants de 3 EP

Le coût estimé pour la réalisation de cet objectif est estimé à 249 000 000 FBU provenant des contributions de la population de la commune (25 000 000 FBU), de la commune (7 000 000 FBU) et des bailleurs de fonds (217 000 000 FBU).

Objectif n°3 : Promotion des activités sportives et culturelles

Les actions prévues sous cet objectif sont :

- Identifier tous les groupes ayant des activités culturelles (tambourinaires, danses folkloriques féminines et masculines, la poésie, etc) ;
- Acheter le matériel et les équipements nécessaires à l'épanouissement des groupes culturels ;
- Aménager 8 terrains de football ;
- Construire deux terrains mixte de basketball et volleyball ;
- Réhabiliter un terrain de basket et volleyball (mixte) ;
- Aménager des espaces récréatifs sur toutes les collines;
- Organiser des séances de formation des écoliers et des élèves sur les droits de l'enfant ;
- Former des encadreurs des jeux récréatifs

Le coût estimé pour la réalisation de cet objectif est estimé à 216 000 000 FBU provenant des contributions de la population de la commune (47 450 000 FBU), de la commune (34 850 000 FBU) et des bailleurs de fonds (133 700 000 FBU)

Le coût total de l'axe n°1 est alors estimé à 8 052 000 000 FBU dont 1 761 000 000 FBU représentent les contributions de la population, 381 000 000 FBU représentent la part de la commune et 5 911 000 000 FBU est le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

5.1.2. Axe stratégique n°2 : Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable, sauvegarde de l'environnement.

La commune Itaba accuse une insuffisance alimentaire au niveau quantitatif et qualitatif. Une partie des terres est de fertilité marginale alors que la quasi majorité de la population de la commune Itaba vit de l'agriculture et de l'élevage. Cette population exerce une pression importante sur les ressources naturelles et les terres agricoles deviennent, par conséquent, moins productives.

➤ Secteur agricole

Le tableau ci –après donne les rendements actuels, les rendements normatifs dans le Kirimiro ; ainsi les objectifs visés par le présent PCDC pour les principales cultures pratiquées en commune Itaba.

Tableau 5: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'agriculture

Principales cultures	Rendement actuel (T/ha)	Rendement normatif (T/ha)	Objectif de rendement 2017 (T/ha)
Cultures vivrières			
Riz	1,1	6-7	3
Bananier	3,6	40	10
Manioc	5,6	25	12
Haricot nain	0,626	1	0,8
Pomme de terre	3,6	15	8
Patate douce	5,3	20	10
Maïs	0,7	3	1,5
Cultures fruitières			
Avocatier	5	10	10
Ananas	40	80	60
Maracuja	,5	10	5
Prunier de japon	0,3	1,2	1
Cultures maraîchères			
Chou	4,5	25-40	9
Amarantes		15-20	12
Oignons	4,6	20-30	9
Poireaux	3,6	20-40	8
Tomate		20-30	10

Source : DPAE Gitega, Données secondaires collectées, Mai 2013

➤ Secteur de l'élevage

Le tableau ci –après montre la situation des effectifs, par ménage, des différentes espèces animales, les normes ainsi que les objectifs visés pour 2017.

Tableau 6: Tableau des indicateurs dans le secteur de l'élevage

Espèces animales	Effectif des espèces animales en 2012	Nombre total des ménages	Situation actuelle	Normes	Objectifs 2017
Bovins	4059	11246	une vache pour 3 ménages avec la production de 2 litre/vache/jour	1 vache par ménage	1 vache pour 2 ménages avec la production de 5 litres /vache/jour
Caprins	21308		2 chèvres par ménage	5 caprins par ménage	3 chèvres par ménage
Ovins	3775		un mouton pour environ 3 ménages	1 mouton par ménage	Un mouton pour 2 ménages
Porcins	2767		un porc pour environ 4 ménages	1 porc par ménage	1 porc pour 2 ménages
Volailles	27762		2 poules par ménage	10 poules par ménage	5 poules par ménage

Les actions proposées visent l'amélioration de la production et des rendements dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage tout en protégeant l'environnement.

Objectif n°1 : Protection et restauration de la fertilité du capital productif ;

D'ici 2017, 8 collines dénudées seront reboisées et 260 ha de marais seront aménagés et rentabilisées pour augmenter la production agricole. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes sont prévues dans les 5 ans à venir :

- Organiser des campagnes de sensibilisation sur la protection de l'environnement en insistant sur le code de l'eau et le code de l'environnement ;
- Installer des pépinières pour la production des plants ;
- Reboiser des terrains communaux, privés et domaniaux ;
- Protéger des boisements par des coupe-feux ;
- Restaurer des sites d'extraction des matériaux locaux (sables, moellons, argile) ;
- Interdire la pratique de sur brûlis ;
- Planter des arbres le long des pistes et routes
- Aménager des courbes de niveau sur une longueur de 500 Km;
- Planter des herbes fixatrices sur une longueur de 500 Km de courbes de niveau aménagées ;
- Aménager des pépinières pour la production de 1 350 000 plants forestiers et agroforestières ;
- Aménager des pépinières pour la production de 150 000 plants fruitiers :
- Reboiser huit collines dénudées ;
- Faire des études techniques et des études d'impact environnementaux sur 210 ha de marais à aménager ;
- Aménager 260 ha de marais ;
- Aménager 37 500 compostières à raison de 3 compostières par ménage.

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 4 476 916 500 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 1 835 113 000 FBu, de 540 253 000 FBu et 2.398 150 000 FBu.

Objectif n°2 : Augmentation de la production agricole à travers le développement des filières agricoles et l'agrobusiness.

Les rendements des différentes cultures faisant objet des filières seront améliorés, le riz de 1,1 à 3 tonnes/ha, banane de 3,6 à 10 ha/ha et le manioc de 5,6 à 12 tonnes par ha.

Pour atteindre cet objectif, les actions ci –après ont été identifiées

- Organiser et appuyer les producteurs des filières organisées en réseaux de chaîne de valeur ajoutée (pomme de terre, banane et riz) ;

- Promouvoir les filières vivrières et industrielles ;
- Former les producteurs des filières organisées en réseaux sur les mécanismes de fonctionnement, d'approvisionnement et de commercialisation des produits ;
- Former les producteurs des filières sur les techniques de production.
- Organiser et structurer cinq organisations des producteurs agricoles dans des coopératives;
- Renforcer les capacités de cinq OPA sur l'organisation et la gestion des coopératives ;
- Renforcer la capacité du personnel d'encadrement agricole sur la création et la gestion des coopératives ;
- Construire trois hangars de stockage (un hangar par zone);
- Organiser les visites d'échange d'expérience entre les OPA ;
- Tenir à jour l'inventaire des OPA opérationnelles ;
- Promouvoir l'accès au crédit agricole en faveur de 5 OPA.
- Mettre en place un système de vulgarisation basé sur le développement des champs d'école paysans (FFS) ;
- Aménager les jardins de case (kitchen garden)
- Mettre en place trois points de vente d'intrants agricoles ;
- Construire les unités de transformation (jus et vin de banane).
- Mener des actions de plaidoyer pour l'augmentation du personnel d'encadrement
- Doter des moyens de déplacement au personnel d'encadrement

Le montant nécessaire pour la réalisation des activités prévues dans cet objectif estimé 177 000 000 FBu dont 4 425 000 constituent la part de la commune et 127 580 000 FBu représentent le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

Objectif n°3 : Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus

D'ici 2017, la commune passera d'une vache pour 3 ménages avec une production laitière de 2 litre/vache/jour à 1 vache par ménage avec une production laitière de 5 litres /vache/jour.

Les actions prévues sont :

- Augmenter l'effectif des bovins de 400 têtes de bétail de races améliorées ;
- Disponibiliser les hormones et les doses d'insémination artificielle ;
- Faire le croisement des bovins de races locales avec des bovins des races laitières ;
- Augmenter les effectifs des caprins, porcins, volailles, lapins ;
- Multiplier les cultures fourragères sur une longueur de 450 Km et 213 ha de champs purs;
- Mettre en place trois points de vente d'intrants d'élevage
- Construire trois centres de collecte du lait (un par zone);
- Construire trois abattoirs aux marchés de Kivoga, Gihamagara et Buhoro;

- Construire et équiper une boucherie au centre de négoce de Gihamagara
- Renforcer la capacité du personnel d'encadrement sur la création et la gestion des coopératives ainsi que sur les techniques modernes d'élevage ;
- Renforcer la capacité des éleveurs sur la création et la gestion des coopératives ainsi que sur les techniques modernes d'élevage (intégration agro -sylvo-zootechniques, CSC,...) ;
- Faire l'encadrement et le suivi-évaluation des coopératives des éleveurs
- Organiser des campagnes de sensibilisation sur la promotion de la pisciculture ;
- Inventorier 20 sites à vocation piscicole ;
- Aménager 40 étangs piscicoles ;
- Ensemencer 40 étangs piscicoles ;
- Faire le suivi de la gestion des étangs aménagés ;
- Former les pisciculteurs sur la conduite, la gestion et l'exploitation des étangs piscicoles ;
- Protéger et entretenir les digues des 40 étangs piscicoles ;
- Former les pisciculteurs sur le conditionnement, la conservation et la commercialisation des poissons.
- Organiser des campagnes de sensibilisation sur la promotion de l'apiculture ;
- Disponibiliser les kits apicoles pour 20 associations ;
- Former les apiculteurs sur la conduite, le suivi, la gestion et l'exploitation des activités apicoles ;
- Former les apiculteurs sur l'extraction, la collecte, le conditionnement et la commercialisation du miel ;
- Disponibiliser les semences des plantes mellifères.
- Construire un centres de collecte du miel au niveau communal;;

Le montant nécessaire à la réalisation des actions est estimé à 4 464 120 000 FBu dont 994 550 000 FBu à mobiliser auprès de la population, 67 632 000 FBu constituant la part de la commune et 3 401 838 000 FBu à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

Le coût total de l'axe n°2 est alors estimé à 9 006 135 000 FBu dont 2 829 663 000 FBu proviendront des contributions de la population, 607 885 000 FBu représentent la part de la commune et 5 568 488 000 FBu est le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

5.1.3. Axe stratégique n°3 : Amélioration de l'accessibilité des services sociaux de base

Cet axe concerne le secteur de santé, de l'eau potable, de l'hygiène et de l'habitat. En commune Itaba, une grande partie de la population parcourt plus de cinq kilomètres pour arriver aux structures de soins. Les infirmiers sont peu nombreux et certains CDS manquent d'équipements respectant les normes.

Une bonne partie de la population, en particulier les vulnérables, n'a pas de pouvoir d'achat pour se procurer de la carte d'assistance médicale et certains ne se font même pas soigner.

De même, une partie de la population n'accède pas à l'eau potable et parcourt une grande distance pour puiser de l'eau ou consomme encore l'eau des rivières. Certaines activités de construction des infrastructures sont ralenties suite au manque d'eau.

L'amélioration de l'hygiène et de la santé atteindra un niveau satisfaisant si des efforts sont conjugués en vue de l'augmentation du taux de desserte en eau potable, l'accès à un habitat décent, le renforcement des capacités des structures sanitaires d'accueil ainsi que la réduction des effets du VIH/SIDA et des maladies transmissibles. Cependant, les potentialités existent notamment les sources aménageables pour l'eau potable et les matériaux de construction pour l'amélioration de l'habitat.

Les actions proposées pour cet axe stratégique sont regroupées en six objectifs et les indicateurs d'impact retenus sont les suivants:

Tableau 7: Tableau des indicateurs dans le secteur de la santé

Indicateurs	Situation actuelle	Norme nationale	Objectif 2017
Effectif d'Habitants/infirmier	5087	1500	3000
Nombre de CDS par commune	3	CDS/5 km de rayon	6 CDS
Taux de séroprévalence du VIH/SIDA	0,48%	0%	0,20%
Eau potable			
Nombre de ménages par point d'eau	37	25	24
Habitat			
Pourcentage des maisons en tôles	19	-	22
Pourcentage des maisons en tuiles	64	-	70
Pourcentage de maisons en pailles/feuilles de bananiers	17	-	8

Pour accomplir pleinement cet axe, la commune s'est fixé les objectifs suivants :

Objectif n°1 : Amélioration de l'accès de la population aux soins de santé

La population des collines Kibogoye et Kanyonga et ses environs verront la distance à réduite d'au plus 5 Km du CDS le plus proche.

- Construire deux centres de santé sur les collines Kibogoye et Kanyonga
- Plaider pour équipement et ouverture du CDS de Ruhanza;
- Réhabiliter le CDS de Buhinda ;
- Former les ASC collinaires pour la prise en charge de la communauté "PECADOM" ;
- Organiser des séances de formation des représentants des confessions religieuses sur la nutrition, le planning familial, les maladies diarrhéiques, l'agrobusiness, la vaccination ;

- Organiser des réunions de sensibilisation pour se faire soigner dans les structures sanitaires publiques (CPN, CPON, PTME, CAM, dépistage volontaire) ;
- organiser des descentes de supervision des activités communautaires de soins sanitaires ;
- Plaider pour la disponibilisation du personnel soignant et du personnel d'appui aux CDS ;
- Contribuer pour le bon fonctionnement de l'ambulance.
- Doter des moyens de déplacement aux agents de santé communautaire et au TPS

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions regroupées dans cet objectif est estimé à 1 041 725 000 Fbu dont 182 500 000 Fbu représentent les contributions de la population, 63 000 000 FBU constituent la part de la commune et 796 725 000 FBU devront être mobilisés auprès des bailleurs de fonds.

Objectif n°2 : Réduction à zéro cas de décès, de discrimination, de nouveau-né avec le VIH/SIDA

- organiser des réunions de sensibilisation pour le dépistage volontaire (PTME, CPN, CPON) ;
- Plaider pour rendre disponible les ARV ;
- Augmenter les sites d'administration des ARV et PTME ;
- Organiser des séances de sensibilisation sur l'utilisation des préservatifs ;
- Plaider pour la disponibilisation des préservatifs.

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions prévues dans cet objectif est estimé à 16 000 000 FBU provenant des bailleurs de fonds et la commune respectivement à hauteur de 13 000 000 Fbu et 3 000 000Fbu.

Objectif n°3 : Promotion de l'utilisation de produits pharmaceutiques valides et bien conservés.

- Dénoncer les vendeurs illicites des produits pharmaceutiques ;
- Mener une campagne contre la vente illicite de produits pharmaceutiques ;
- Sanctionner sévèrement les vendeurs illicites des produits pharmaceutiques.

Objectif n°4 : Amélioration de la lutte contre le paludisme

- Disponibiliser les moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue action (MIILDA) ;
- Organiser des séances de sensibilisation auprès des communautés pour promouvoir le commerce des MIILDA.

La mise en œuvre des ces actions nécessite la mobilisation de 53 millions dont 12,5 millions FBU auprès de la population, 2 000 000 Fbu de la commune et 38 500 000 millions de FBU des bailleurs de fonds.

Objectif n°5 : Amélioration de l'accès à l'eau potable

Avec cet objectif, la population parcourt une distance courte pour atteindre le point d'eau et les files sur les robinets sont réduites.

- Aménager 75 nouvelles sources d'eau potable ;
- Réhabiliter 54 sources aménagées non fonctionnelles ;
- Construire 8 réseaux d'adduction en eau potable sur 48 km ;
- Reboiser les collines (7 ha) ;
- Organiser des réunions de mobilisation pour l'entretien des ouvrages hydrauliques ;
- Collecter les redevances "eau" ;
- Construire les forages dans le marais de Nyamutetema ;
- Aménager GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) : BV de Cari sur l'AEP Kanyonga
- Mettre en place un système de collecte des eaux pluviales sur les infrastructures communautaires.

La mise en œuvre de ces actions nécessite la mobilisation de 619 000 000 FBu dont 176 550 000 FBu auprès de la population, 21 990 000 FBu pour la commune et 420 460 000 FBu des bailleurs de fonds.

Objectif n°6: Amélioration de l'état de l'habitat

- Organiser des campagnes de sensibilisation sur le regroupement en villages ;
- Organiser des séances de sensibilisation sur la construction des maisons décentes, l'hygiène et l'assainissement
- Construire des fours tunnels pour la fabrication des tuiles et des carreaux en argile ;
- Construire des maisons pour les vulnérables ;

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions prévues dans cet objectif est estimé à 377 000 000 FBu provenant des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds et la commune respectivement à hauteur de 158 500 000 Fbu, 25 500 000 FBu et 193 000 000 Fbu.

Le coût total de l'axe n°3 est alors estimé à 2 106 725 000 FBu dont 530 050 000 FBu proviendront des contributions de la population, 125 490 000 FBu représentent la part de la commune et 1 450 685 000 FBu seront à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

5.1.4. Axe stratégique n° 4 : Développement de l'économie hors agriculture

Au cours des consultations conduites dans le cadre du processus d'élaboration du présent PCDCII, il a été constaté que le secteur agricole offre de moins en moins d'opportunités d'emploi, ce qui pousse à développer le domaine des métiers (commerce, activités et filières artisanales, transformation agroalimentaire, etc.). De plus, les infrastructures d'appui au

développement local sont insuffisantes ou en mauvais état, l'énergie et la communication sont des domaines déficitaires.

Dans le but de les rendre plus dynamiques, efficaces et lucratives, la population a formulé les actions à mener regroupées en quatre objectifs :

Objectif n°1: Développement des infrastructures d'appui au développement

L'atteinte de cet objectif permettra d'augmenter les recettes communales ainsi que les revenus des ménages.

- Construire 22 ponts et ponceaux
- Réhabiliter des routes d'une longueur de 168 Km
- construire un marché moderne à Gihamagara ;
- Aménager trois marchés

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions prévues dans cet objectif est estimé à 3 451 000 000 FBu provenant des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds et la commune respectivement à hauteur de 1 768 750 000 Fbu, 140 550 000 FBu et 1 541 750 000 Fbu

Objectif n° 2: Augmentation des bénéficiaires des commerçants à travers une meilleure organisation

- Organiser des séances de sensibilisation d'adhésion aux micro-finances pour les commerçants ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation des commerçants pour la création des associations ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention des commerçants pour la construction des magasins ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention des commerçants pour l'installation des boutiques alimentaires.

Le budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions prévues dans cet objectif est estimé à 144 000 000 FBu provenant des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds et la commune respectivement à hauteur de 480 000 Fbu, 6 720 000 FBu et 136 800 000 FBu

Objectif n° 2 : Augmentation des revenus à travers la revalorisation de l'artisanat et le développement du tourisme

- Organiser des formations à l'intention des artisans sur les nouvelles techniques d'exploitation ;
- Construire, à Gihamagara, un lieu de d'exposition et de vente des produits de l'artisanat.
- Aménager et exploiter quatre sites touristiques et historiques (Ku gihitasi, Mu mabere y'inkumi, kukogabami et isumo rya Nyakijanda)

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 173 500 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 60 000 000 FBU, de 20 635 000 FBU et 92 865 000 FBU

Objectif n°3 : Amélioration de la télécommunication

- Organiser le plaidoyer en faveur de l'augmentation des antennes de télécommunication (ONAMOB, LEO, ECONET);
- Abonner les services communaux à l'internet ;
- Créer et équiper un centre de formation en informatique ;
- Equiper les écoles en ordinateurs et photocopieuses
- S'abonner aux journaux

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 108 500 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 34 750 000 FBU, 250 000 FBU et 73 500 000 FBU.

Objectif n°4 : Amélioration de l'accès à l'énergie pour le développement des petits métiers, des services publics et des ménages.

- Alimenter les centres de Buhoro, Ruhanza, Gisikara et Kivoga en électricité sur une distance de 40 km ;
- étendre la ligne électrique sur 6 km à Gihamagara;
- alimenter sept écoles secondaires en électricité solaire ;
- alimenter trois CDS en électricité solaire.

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 805 000 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 5 300 000 FBU, 8 950 000 et 790 750 000 FBU.

Objectif n°5 : Augmentation des capacités d'investissements de la commune à travers l'augmentation des recettes communales

- Mettre en place des comités de recouvrement et de suivi ;
- organiser des formations à l'intention des membres du comité de recouvrement et de suivi;
- organiser des formations à l'intention des percepteurs sur les nouvelles techniques de perception ;
- organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention de la population sur l'importance du paiement des impôts et taxes ;
- identifier les produits taxables ;

- organiser des formations à l'intention des membres de la commission "finances " du conseil communal.

La mise en œuvre de ces actions nécessite la mobilisation de 31 000 000 FBu dont 9 600 000 FBu pour la commune et 21 400 000 FBu des bailleurs de fonds.

Le coût total de l'axe n°4 est alors estimé à 4 712 990 000 FBu dont 1 869 280 000 FBu proviendront des contributions de la population, 186 705 000 FBu représentent la part de la commune et 2 657 065 000 FBu est le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

5.1.5. Axe stratégique n° 5 : Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité

Cet axe a trait à la promotion de la Sécurité, Justice, Genre, Droits de la personne humaine. Beaucoup de problèmes sont signalés à différents niveaux et dans différents secteurs parce que la notion de bonne gouvernance n'est pas maîtrisée. Dans le but d'améliorer cette situation, la population envisage de mener les actions regroupées en cinq objectifs suivants :

Objectif 1 : Amélioration de la bonne gouvernance locale.

Avec cet objectif, l'accès aux services communaux sera facile et rapide. En effet, la longueur de la file sera réduite ce qui par conséquent diminue le temps d'attente.

- Construire et équiper les bureaux de la zone Itaba et une salle de réunions;
- Construire et équiper les bureaux de poste police au niveau zonal
- Organiser des séances de formation sur le leadership et le management à l'intention des administratifs et des responsables des services techniques déconcentrés;
- Mettre en place un comité communal de lutte contre la corruption
- Redynamiser les commissions de passation des marchés et les former sur le code des marchés publics ;
- Organiser des réunions de sensibilisation sur les méfaits de la corruption ;
- Mettre sur pieds un système de motivation et de protection des citoyens qui dénoncent les acteurs de corruption ;
- Gérer rationnellement et avec transparence les contributions de la population en espèces ;
- Organiser des sessions de sensibilisation auprès des intervenants sur la politique de la gestion transparente des fonds et la coordination des interventions ;
- mettre en place un comité de suivi de l'utilisation des contributions ;
- organiser des campagnes pour la redevabilité des administratifs à la base;

- organiser des sessions de sensibilisation en faveur des administratifs et de la population pour la promotion de la culture et de l'excellence ;
- Plaider pour la dotation des moyens de déplacement en faveur de l'administrateur communal, aux chefs de zones et chefs de collines ;
- Mettre en place un centre d'accueil et d'orientation dans chaque service

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 269 000 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 23 500 000 FBu, 44 658 000 et 201 025 000 FBu.

Objectif n°2 : Contribution à l'amélioration de la situation sécuritaire à travers la mise en œuvre effective du concept « Police de proximité ».

La réalisation de cet objectif permettra les interventions rapides en cas de nécessité ce qui améliorera le maintien de la sécurité et la cohésion sociale.

Les actions :

- mettre en place un comité de sécurité mixte et inclusif ;
- organiser des séances de sensibilisation au désarmement volontaire ;
- élaborer un cahier de charge des comités mixtes de sécurité + renforcement des capacités de leurs membres ;
- organiser des sessions d'évaluation des C.M.S ;
- organiser des sessions de formation sur les mécanismes de gestion des situations humanitaires et des catastrophes naturelles ;
- élaborer un plan communal de sécurité ;
- organiser des campagnes de sensibilisation pour le concept de police de proximité ;
- mettre en place des mécanismes de lutte contre la corruption en matière de sécurité routière et la lutte contre les boissons prohibées et les stupéfiants ;
- Doter la police de moyens de déplacement et d'intervention.

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 14 780 000 FBU qui proviendront de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 1 080 000 FBu et 13 700 000 FBu.

Objectif n°3 : Amélioration de la qualité des prestations du tribunal de résidence

Cet objectif aura comme indicateur de résultat la réduction du temps de traitement des dossiers et augmentera le taux d'exécution des jugements.

Les actions prévues sont:

- organiser des sessions de formation à l'intention de la population sur les textes de lois ;
- plaider pour la dotation des moyens financiers pour l'entretien des moyens de déplacements ;

- Communiquer directement les procès aux justiciables et exécuter rapidement les jugements rendus;
- Former les acteurs locaux sur la justice juvénile.

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 35 400 000 FBU qui proviendront de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 2 400 000 FBU et 33 000 000 FBU.

Objectif n°4 : Promotion du genre dans le développement

Les actions prévues sont :

- Organiser des séances de sensibilisation des femmes d'élire et de se faire élire dans les instances de prise de décision ;
- Tenir compte du genre dans la nomination aux postes de responsabilité ;
- Plaider pour la révision de certains articles du code des personnes et de la famille ;
- Organiser une campagne de sensibilisation à l'accès équitable aux services sociaux de base ;
- Soutenir les associations des femmes et particulièrement des veuves;
- Organiser des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre ;
- Dénoncer les auteurs de concubinage, de viol et refuser les candidatures des polygames aux élections.
- Créer un centre de formation polyvalente pour les femmes

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 116 000 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 20 000 FBU, 2 060 000 FBU et 113 920 000 FBU.

Objectif n°5 : Renforcement de la cohésion sociale

La réalisation de cet objectif aboutira à la solidité des ménages de la commune, à l'inclusion des vulnérables dans les actions et dividendes du développement (handicapés, Batwa, rapatriés, déplacés, albinos, etc.)

- Organiser des campagnes de sensibilisation sur le bienfondé des mariages légalement reconnus ;
- Identifier les groupes de vulnérables existants dans la commune ;
- Elire ou nommer les représentants des groupes de vulnérables dans les différents organes de prise de décision (Batwa, albinos, handicapés, les rapatriés, déplacés, veufs et les veuves, les ex-combattants et des enfants ;
- organiser des campagnes de sensibilisation des vulnérables à la scolarisation des enfants (Batwa, handicapés, albinos) et les appuyer matériellement ;

- Aider les vulnérables à construire des maisons d'habitation (280 maisons à raison de 1 000 000 Fbu par maison)
- Organiser des réunions de sensibilisation sur le respect des droits des personnes handicapées dans l'accès aux infrastructures communautaires ;
- Organiser des activités sportives et culturelles.
- Encadrer les batwa dans l'amélioration des techniques de production artisanale
- Attribution des terrains cultivables aux Batwa (pas de budget)

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 24 250 000 FBU qui proviendront de la commune et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 17 850 000 FBu, et 6 400 000 FBu.

Le budget estimé pour la réalisation des actions de l'axe n°5 est de 459 635 000 FBu dont 23 520 000 FBu proviendront des contributions de la population, 68 070 000 FBu représentent la part de la commune et 368 045 000 FBu constituent le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds.

5.1.6. Pression démographique

La pression démographique sur les ressources naturelles qui est un problème qui devient de plus en plus inquiétant en commune Itaba. Dans la but de contribuer à la réduction du taux de croissance de la population, la commune Itaba a prévu, au cours des cinq prochaines années, de mener les actions ci -après :

- Organiser des campagnes de sensibilisation des couples à recourir au dialogue et à l'utilisation des méthodes et conseils contraceptifs pour la limitation des naissances ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation des parents et les jeunes sur la lutte contre le mariage précoce ;
- Appliquer la loi en vue de lutter contre la polygamie ;
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les violences basées sur le genre ;

Le budget estimé pour la réalisation des actions prévues dans cet objectif est 55 000 000 FBU qui proviendront des contributions de la population, des ressources communales et des bailleurs de fonds respectivement à hauteur de 6 250 000 FBu, 22 500 000 FBu et 26 250 000 FBu.

Le budget global pour la mise en œuvre du présent PCDC est estimé à environ 24 392 561 000 FBU. Les contributions de la population s'élèveront à 7 020 000 000 FBu. La part de la commune est de 1 391 000 000 FBu. Le montant à mobiliser auprès des bailleurs de fonds est de 15 981 000 000 FBu.

5.2. Synthèse du plan pluriannuel d'investissement

Axes stratégiques	Objectifs spécifiques	Coût Total (en Millions FBU)
Amélioration des performances du système éducatif	Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	7587,035
	Augmentation du taux de scolarisation et réduction du taux d'abandon scolaire	249,0
	Augmentation des effectifs des enseignants, des groupes socioculturels et des équipes sportives correctement encadrés	216
Sous -Total axe n°1		8052,0
Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable ainsi que la sauvegarde de l'environnement	Augmentation de la production et des rendements des cultures vivrière, maraîchères et fruitières	3061,25
	Amélioration des revenus des ménages agricoles par la promotion des filières agricoles et l'agrobusiness	342,5
	Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	4464,02
	Amélioration protection et de la gestion des ressources naturelles ainsi que de l'environnement	1072,5165
	Augmentation des effectifs du personnel d'encadrement et de leurs moyens de travail	65,5
Sous -Total pour axe n°2		9005,7865
Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base	Amélioration de l'accès de la population aux soins de santé	1041,725
	Réduction à zéro cas de décès, de discrimination, de nouveau -né avec le VIH/SIDA	16
	Promotion de l'utilisation de produits pharmaceutiques valides et bien conservés	0
	Amélioration de la lutte contre le paludisme	53
	Amélioration de l'accès à l'eau potable	619
	Amélioration de l'état de l'habitat	377
Sous -total pour l'axe n°3		2106,725

Axes stratégiques	Objectifs spécifiques	Coût Total (en Millions FBU)
Développement de l'économie hors agriculture	Amélioration des infrastructures d'appui au développement	3451
	Augmentation des revenus des ménages à travers la revalorisation de l'artisanat et le développement du tourisme	173,5
	Amélioration de la communication	108,5
	Amélioration de l'accès à l'énergie pour le développement des petits métiers, des services publics et des ménages	805
	Augmentation des capacités d'investissement de la commune à travers l'augmentation des recettes communales.	31
Sous -total pour l'axe n°4		4569
Amélioration de la bonne gouvernance locale, de la cohésion sociale et de l'équité	Amélioration de la bonne gouvernance locale	269,205
	Contribution à l'amélioration de la situation sécuritaire à travers la mise en œuvre effective du concept « Police de proximité »	14,78
	Amélioration de la qualité des prestations du tribunal de résidence de la commune Itaba	35,4
	Promotion de l'intégration du genre dans le développement	16
	Renforcement de la cohésion sociale	
Sous -total pour l'axe n°5		335,385
Contribution à la réduction de la pression démographique sur les ressources naturelles	Réduction du taux de croissance de la population	55
Sous total pour l'axe n°6		55
Total Général		24123,9

Annexes

Annexe 1: Plan pluriannuel d'actions et d'investissements

Axe stratégique n°1 : Amélioration des performances du système éducatif

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (salle de classe et latrine) et équiper des écoles maternelles	Gihamagara	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5
			1 BL	15	15		7,5	7,5			3,75	0,75	10,5
			75 BP	0,035	2,625			2,625			0	0	2,625
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3
		Kibogoye	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,63		2,63				0,66	0,13	1,84
			1 BL	15	15		7,5	7,5			3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (salle de classe et latrine) et équiper des écoles maternelles	Rukobe II (Buhoro)	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,63		2,63				0,66	0,13	1,84
			1 BL	15	15		7,5	7,5			3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3
		Gisikara	3 salles	25	75			25	25	25	18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,63			0,88	0,88	0,88	0,66	0,13	1,84
			1 BL	15	15					15	3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12					12	0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15					0,15	0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18					0,18	0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3					0,3	0	0	0,3
		Kanyinya	3 salles	25	75			25	25	25	18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,63			0,88	0,88	0,88	0,66	0,13	1,84
			1 BL	15	15					15	3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12					12	0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15					0,15	0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18					0,18	0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3					0,3	0	0	0,3

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (salle de classe et latrine) et équiper des écoles maternelles	Karemba	3 salles	25	75			37,5	37,5		18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,63			1,315	1,315		0,66	1,31	1,66
			1 BL	15	15					15	3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12					12	0	0	12
			6 chaises	0,025	0,15					0,15	0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18					0,18	0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3					0,3	0	0	0,3
	Sous total a				631,555	0	140,26	266,09	90,575	134,65	138,3	28,83	465,425
	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Kanyonga (Kungoma)	9 salles	25	225	75	75	75			56,25	11,25	157,5
			225 BP	0,35	7,88	2,63	2,63	2,63			1,97	0,39	5,51
			3 BL	15	45	15	15	15			11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20	10	10				5	1	14
			3 citernes	12	36			36			0	0	36
			24chaises	0,025	0,6			0,6			0	0	0,6
12 TB			0,06	0,72			0,72			0	0	0,72	
12 armoires	0,1	0,12			0,12			0	0	0,12			
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Rukobe II (Rutegama)	9 salles	25	225		56,25	56,25	56,25	56,25	56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45		11,25	11,25	11,25	11,25	11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20			20			5	1	14
			3 citernes	12	36					36	0	0	36
			225 BP	0,035	7,875					7,875	0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6					0,6	0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72					0,72	0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2					1,2	0	0	1,2

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Mugomera	9 salles	25	225	75	75	75			56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45	15	15	15			11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20		20				5	1	14
			3 citernes	12	36	12	12	12			0	0	36
			225 BP	0,035	7,875			7,875			0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6			0,6			0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72			0,72			0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2			1,2			0	0	1,2
	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Ruhanza (Mwenene)	9 salles	25	225			75	75	75	56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45			15	15	15	11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20			20			5	1	14
			3 citernes	12	36			12	12	12	0	0	36
			225 BP	0,035	7,875					7,875	0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6					0,6	0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72					0,72	0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2					1,2	0	0	1,2
		Buhinda (Kibasi)	9 salles	25	225			75	75	75	56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45			15	15	15	11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20			20			5	1	14
			3 citernes	12	36			12	12	12	0	0	36
			225 BP	0,035	7,875					7,875	0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6					0,6	0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72					0,72	0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2					1,2	0	0	1,2

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Itaba (Ngarama)	9 salles	25	225		75	75	75		56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45		15	15	15		11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20			20			5	1	14
			3 citernes	12	36				36		0	0	36
			225 BP	0,035	7,875				7,875		0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6				0,6		0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72				0,72		0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2				1,2		0	0	1,2
		Gisikara (Rusange)	9 salles	25	225		75	75	75		56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45		15	15	15		11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20				20		5	1	14
			3 citernes	12	36				36		0	0	36
			225 BP	0,035	7,875				7,875		0	0	7,875
			12 TB	0,06	0,72				0,72		0	0	0,72
	24 chaises		0,025	0,6				0,6		0	0	0,6	
	12 armoires	0,1	1,2				1,2		0	0	1,2		
	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	Gihamagara (Gihamagara)	6 salles	25	150		50	50	50		37,5	7,5	105
			2 BL	15	30		10	10	10		7,5	1,5	21
			2 citernes	12	24				24		0	0	24
			150 BP	0,035	5,25				5,25		0	0	5,25
			12 chaises	0,025	0,3				0,3		0	0	0,3
6 TB			0,06	0,36				0,36		0	0	0,36	
6 armoires			0,1	0,6				0,6		0	0	0,6	

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire (des salles de classes, blocs administratifs et latrine) et équiper des écoles fondamentales	E.P Mujejuru	9 salles	25	225	75	75	75			56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45	15	15	15			11,25	2,25	31,5
			3 citernes	12	36			36			0	0	36
			225 BP	0,035	7,875			7,875			0	0	7,875
			18 chaises	0,025	0,45			0,45			0	0	0,45
			9 TB	0,06	0,54			0,54			0	0	0,54
			9 armoires	0,1	0,9			0,9			0	0	0,9
			1 BA	20	20		10	10			5	1	14
		Kibogoye (Kidonzi)	9 salles	25	225			75	75	75	56,25	11,25	157,5
			3 BL	15	45			15	15	15	11,25	2,25	31,5
			1 BA	20	20			6,667	6,667	6,667	5	1	14
			3 citernes	12	36			12	12	12	0	0	36
			225 BP	0,035	7,875					7,875	0	0	7,875
			24 chaises	0,025	0,6					0,6	0	0	0,6
			12 TB	0,06	0,72					0,72	0	0	0,72
			12 armoires	0,1	1,2					1,2	0	0	1,2
		Kanyinya	6 salles	25	150			75	75		37,5	7,5	105
			2 BL	15	30			15	15		7,5	1,5	21
			2 citernes	12	24			24			0	0	24
			150 BP	0,035	5,25			2,625	2,625		0	0	5,25
			12 chaises	0,025	0,3			0,3			0	0	0,3
			6 TB	0,06	0,36			0,36			0	0	0,36
			6 armoires	0,1	0,6			0,6			0	0	0,6
			1 BA	20	20		20				5	1	14

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)			
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL	
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales		Mutanga (EP)	1 BA	20	20		20				5	1	14	
	Sous total b				3 487	295	790	1 181	763	458	754	151	2 582	
	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Buhinda	3 salles	25	75	75						18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625	2,625						0,656	0,131	1,8375
			1 Citerne	12	12	12						0	0	12
			1 BL	15	15	15						0	0	15
			6 chaises	0,025	0,15	0,15						0	0	0,15
			3TB	0,06	0,18	0,18						0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3	0,3						0	0	0,3
		Rukobe II (E.P Buhoro)	3 salles	25	75	75						18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625	2,625						0,656	0,131	1,8375
			6 chaises	0,025	0,15	0,15						0	0	0,15
			1 Citerne	12	12	12						0	0	12
			1 BL	12	12	12						3	0,6	8,4
3 TB			0,06	0,18	0,18						0	0	0,18	
3 armoires	0,1	0,3	0,3						0	0	0,3			

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Butare	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0,656	0,131	1,8375
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
			3TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
		Rukobe I (E.P Gihamba)	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Gisikara	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			3TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Kagoma	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Kanyonga	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625			2,625			0	0	2,625
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			1 BL	15	15			15			3,75	0,75	10,5
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3
	Karemba	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5	
		75 BP	0,035	2,625			2,625			0	0	2,625	
		1 Citerne	12	12			12			0	0	12	
		6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15	
		3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3	
		3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18	
		1 BL	15	15			15			3,75	0,75	10,5	

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Kibogoye (E.P Kibogoye)	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625			2,625			0	0	2,625
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3
		E.P Pfunyangeso	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15	15					3,75	0,75	10,5
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
		Kirambi	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			75BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Kugitega	3 salles	25	75		37,5	37,5			18,75	3,75	52,5
			1 Citerne	12	12			12			0	0	12
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			75 BP	0,035	2,625			2,625			0	0	2,625
			6 chaises	0,025	0,15			0,15			0	0	0,15
			3 armoires	0,1	0,3			0,3			0	0	0,3
			3 TB	0,06	0,18			0,18			0	0	0,18
		Macu	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			1 BL	15	15	15					3,75	0,75	10,5
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
		Nkima	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			1 BL	15	15	15					3,75	0,75	10,5
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			3TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)			
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL	
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	construire et équiper des salles de classe des écoles fondamentales	Ruhanza	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5	
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625	
			1 BL	15	15	15					3,75	0,75	10,5	
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12	
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15	
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3	
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18	
	Sous total c				1575,675	642,51	729,65	203,52	0	0	334,968	66,993	1173,713	
	Réhabiliter des écoles	Rukobe II (E.P Buhoro)		6 salles	25	150		50	50	50		37,5	7,5	105
				1 BA	20	20				20		5	1	14
				2 BL	15	30		10	10	10		7,5	1,5	21
		Gisikara		5 salles	25	125			41,67	41,67	41,67	31,25	6,25	87,5
				2 BL	15	30			15	15		7,5	1,5	21
		Gihamagara		6 salles	25	150			50	50	50	37,5	7,5	105
2 BL				15	30				15	15	7,5	1,5	21	
1 BA				20	20				20		5	1	14	
Nkima			6 salles	25	150			50	50	50	37,5	7,5	105	
			1 BA	20	20				20		5	1	14	
			2 BL	15	30				15	15	7,5	1,5	21	
Ruhanza			6 salles	25	150			50	50	50	37,5	7,5	105	
			2 BL	15	30				15	15	7,5	1,5	21	

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)			
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL	
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Réhabiliter des écoles	Buhinda	2 BL	15	30				15	15	7,5	1,5	21	
		Kibogoye	2 BL	15	30		15	15			7,5	1,5	21	
		Macu	2 BL	15	30	15	15				7,5	1,5	21	
		Kagoma	2 BL	15	30	15	15				7,5	1,5	21	
		Kanyinya (E.P Itaba)	2 BL	15	30	15	15				7,5	1,5	21	
	Sous total d				1085	45	120	281,67	386,67	251,67	271,25	54,25	759,5	
	Poursuivre la construction et équiper des écoles secondaires	Rukobe II (LC Buhoro)	4 salles		25	100	50	50				25	5	70
			1 BL		15	15		15				3,75	0,75	10,5
			100 BP		0,035	3,5		3,5				0	0	3,5
			8 chaises		0,025	0,2		0,2				0	0	0,2
			4 armoires		0,1	0,4		0,4				0	0	0,4
			4 TB		0,06	0,24		0,24				0	0	0,24
			1 Citerne		12	12		12				0	0	12
		Karemba (CO.CO Karemba)	4 salles		25	100	50	50				25	5	70
			2 BL		15	30	15	15				7,5	1,5	21
			100 BP		0,035	3,5		3,5				0	0	3,5
			8 chaises		0,025	0,2		0,2				0	0	0,2
4 armoires				0,1	0,4		0,4				0	0	0,4	
1 Citerne		12	12		12				0	0	12			
4 TB		0,06	0,24		0,24				0	0	0,24			

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Poursuivre la construction et équiper des écoles secondaires	Gihamagara (L.C Gihamagara)	3 salles	25	75	37,5	37,5				18,75	3,75	52,5
			1 BL	15	15		15				3,75	0,75	10,5
			1 salle polyvalente	70	70		70				17,5	3,5	49
			1 Citerne	12	12		12				0	0	12
			75 BP	0,035	2,625		2,625				0	0	2,625
			3 TB	0,06	0,18		0,18				0	0	0,18
			3 armoires	0,1	0,3		0,3				0	0	0,3
			6 chaises	0,025	0,15		0,15				0	0	0,15
		Buhinda (Coco)	2 BL	15	30	30					7,5	1,5	21
		Sous total e			482,935	182,5	300,44	0	0	0	108,75	21,75	352,435
Construire et équiper une école technique (section électronique)	Gihamagara	4 salles	25	100			50	50		25	5	70	
		1 BA	20	20			20			5	1	14	
		1 BL	15	15			15			3,75	0,75	10,5	
	Sous total f			135	0	0	85	50	0	33,75	6,75	94,5	
Construire des homes des enseignants	Rukobe II (E.P Buhoro)	1 home	30	30			30			7,5	1,5	21	
	Macu	1 home	30	30				30		7,5	1,5	21	
	Gisikara	1 home	30	30				30		7,5	1,5	21	
	Sous total g			90	0	0	30	30	30	22,5	4,5	63	

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)			
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL	
Amélioration des ratios actuellement en dehors des normes scolaires nationales	Construire des centres d'enseignement des métiers (couture, plomberie, maçonnerie, menuiserie)	Kibogoye (Kidonzi)	1 CEM	100	100		50	50			25	5	70	
	Sous total h			100	100	0	50	50	0	0	25	5	70	
Sous total					7 587	1 165	2 130	2 097	1 321	874	1 689	339	5 560	
Augmentation du taux de scolarisation et réduction du taux d'abandon scolaire	Construire des bureaux de la DCE et de l'Inspection	GIHAMAGARA	2 Basketball	50	100		100				25	5	70	
	Equiper la DCE en moyen de déplacement et en matériel informatique	DCE	1 véhicule	50	50				50					50
			2 motos	15	30				30					30
			5 ordinateurs	3	15				15					15
			1 Photocopieuse	2	2				2					2

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention de la population	Toutes les collines (20) et toutes les écoles			2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4		2	
	acheter le matériel scolaire	Toutes les écoles:			50	10	10	10	10	10			50
Sous total					249	10,4	110,4	10,4	107,4	10,4	25	7	217
Augmentation des effectifs des enseignants, des groupes socioculturels et des équipes sportives correctement encadrés	Mener des séances de plaidoyer pour le recrutement et/ou le redéploiement des enseignants supplémentaires	DPE			2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0	2	0
	Mener des séances de plaidoyer pour une meilleure restructuration des programmes scolaires	DPE			0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		0,5	0

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
	identifier tous les groupes ayant des activités culturelles (tambourinaires, danses folkloriques féminines et masculines, la poésie, etc	Toutes les collines (20) et toutes les écoles			0,5	0,5						0,5	
	Acheter le matériel et les équipements nécessaires à l'épanouissement des groupes culturels	Toutes les collines et toutes les écoles		0	30		15		15				30
	Aménager des terrains de football	Rukobe II, Kanyinya, Gisikara, Kirambi, Nkima, Buhinda, Mutanga, Kagoma			40	8	8	8	8	8	16	0,8	23,2

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Millions Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
	Construire des terrains de basketball et volleyball	Zone Buhevyi	2 Basketball	30	60		20	20	20		15	3	42
		Zone Itaba	2 volleyball	20	40	8	8	8	8	8	10	2	28
	Réhabiliter le terrain de basket et volleyball (mixte)	Gihamagara	1 mixte basket et volley	15	15		15				3,75	0,75	10,5
	Aménager des espaces récréatifs	Toutes les collines	20	0,15	3		3				2,7	0,3	
	Organiser des séances de formation des écoliers et des élèves sur les droits de l'enfant	Toutes les collines	180		5	1	1	1	1	1		5	
	Former des encadreurs des jeux récréatifs	Toutes les collines	20		20	4	4	4	4	4		20	
Sous total					216	22	74,5	41,5	56,5	21,5	47,45	34,85	133,7
Total axe n°1					8 052	1 197	2 315	2 149	1 485	906	1 761	381	5 911

Axe stratégique n°2: Promotion d'une agriculture et d'un élevage de marché durable ainsi que la sauvegarde de l'environnement

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation de la production et des rendements des cultures vivrière, maraîchères et fruitières	Aménager les courbes de niveau (Km)	Toutes les collines	500	0,35	175	35	35	35	35	35	140	35	
	Planter les herbes fixatrices (Km)	Toutes les collines	500	0,35	175	35	35	35	35	35	122,5	35	17,5
	Aménager les pépinières forestières et agro-forestières (plants)	2 par zone	1350000	0,00005	68	13,6	13,6	13,6	13,6	13,6	34	14	20
	Aménager les pépinières fruitières (plants)	2 par zone	150000	0,0015	225	45	45	45	45	45	112,5	45	67,5
	Reboiser les collines dénudées (plants)	Gisikara, Macu, Kibogoye, Kirambi, Mugomera, Ruhanza, Kagoma, Rukobe II	1000000	0,00003	30	6	6	6	6	6	15	6	9

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Aménager les compostières	Toutes les collines	37500	0,012	450		112,5	112,5	112,5	112,5	382,5	67,5	
	Faire des études techniques des marais à aménager (ha)	Nyabuyumpu, Kanywampene, Nyakibere, Gisuma, Nyamwijima, Rusamaza, Jogo, Mutukura, Kamirange, Nyakijanda	260	3	780	390	390						780
	Aménager les marais (ha)	Nyabuyumpu, Kanywampene, Nyakibere, Gisuma, Nyamwijima, Rusamaza, Jogo, Mutukura, Kamirange, Nyakijanda	260	4	1040		260	260	260	260	104	20,8	915,2

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Aménager les jardins de case (kitchen garden)	Tous les ménages	2 325	20000	46,25	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3	39,5	7	
	Mettre en place un système de vulgarisation basé sur le développement des champs d'école paysans (FFS)	Toutes les collines	20		72	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	7,2	10,8	54
Sous total					3061,25	548,3	920,8	530,8	530,8	530,8	957,2	241,1	1863,2
Amélioration des revenus des ménages agricoles par la promotion des filières agricoles et l'agrobusiness	Mettre en place les points de vente d'intrants agricoles (engrais chimiques, chaux...)	Toutes les zones	3	20	60		60				6	18	36
	Organiser et structurer les producteurs agricoles dans des coopératives (5 OPA)	Toutes les zones	3	0,5	1,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9	0,45	0,15
	Renforcer la capacité des OPA sur l'organisation et la gestion des coopératives	Toutes les zones	5	1,5	7,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		0,75	6,75

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Renforcer la capacité du personnel d'encadrement agricole sur la création et la gestion des coopératives	A la Commune	5	0,6	3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6		0,15	2,85
	Organiser les visites d'échange d'expérience entre les OPA	Inter provinciales	5	0,5	2,5		0,625	0,625	0,625	0,625		0,125	2,375
	Tenir à jour l'inventaire des OPA opérationnelles	Zones	5	0,3	1,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3		1,5	
	Promouvoir l'accès au crédit agricole en faveur des 5 OPA	Commune	5	1	5	1	1	1	1	1		0,25	4,75
	Construire des hangars de stockage	Toutes les zones	3	50	150		50	50	50		30	45	75

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des revenus des ménages agricoles par la promotion des filières agricoles et l'agrobusiness	Organiser et appuyer les producteurs des filières organisées en réseaux de chaîne de valeur ajoutée et écouler les produits (pomme de terre, banane et riz)	Toutes les zones	42		30	6	6	6	6	6	0	1,5	28,5
	Promouvoir les filières vivrières (pomme de terre, Banane, riz, manioc, avocat, ananas, café, etc):	Toutes les zones	42 OPA		30	6	6	6	6	6		1,5	28,5
	Former les producteurs des filières organisées en réseaux sur les mécanismes de fonctionnement, d'approvisionnement et de commercialisation des produits	Commune			5	1	1	1	1	1			5

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Former les producteurs des filières sur les techniques de production :												
	Banane (3 campagne /an/zone)	Toutes les zones	45	0,1	4,5	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9		0,225	4,275
	Pomme de terre (3 campagne /an/zone)	Toutes les zones	45	0,1	4,5	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9		0,225	4,275
	Riz (5 campagne /an /zone)	Toutes les zones	75	0,1	7,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		0,375	7,125
	Construire les unités de transformation (jus et vin de banane)	Gihamagara	1	30	30				30			0,6	29,4
Sous total					342,5	20	130,63	70,625	100,63	20,625	36,9	70,65	234,95

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Augmenter l'effectif des bovins	Toutes les collines	400	2,5	1000		250	250	250	250	50	5	945
	Disponibiliser les hormones et les semences d'insémination artificielle	Commune	1400	0,3	420	84	84	84	84	84	42		378
	Faire le croisement des bovins de races locales avec des bovins des races laitières	Toutes les collines	1400		81,5	16,3	16,3	16,3	16,3	16,3	8,15		73,35
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Augmenter les effectifs des:	Toutes les collines											
	caprins		6000	0,25	1500	300	300	300	300	300	450		1050
	porcins		4000	0,15	600	120	120	120	120	120	180		420
	volailles		10000	0,003	30	6	6	6	6	6	9		21
	lapins	6000	0,015	90	18	18	18	18	18	27		63	
	Multiplier les cultures fourragères	Toutes les collines	450 Km 213 ha	0,6	27	5,4	5,4	5,4	5,4	5,4	21,6		5,4
Mettre en place des points de vente d'intrants d'élevage	Toutes les zones	3	5	15		15				1,5	1,5	12	

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Renforcer la capacité du personnel d'encadrement (TVC,TVZ et ACSA) sur la création, gestion des coopératives et sur les techniques modernes d'élevage	Commune	4	1,08	4,32	1,08	1,08	1,08	1,08			0,432	3,888
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Renforcer la capacité des éleveurs sur la création, gestion des coopératives et sur les techniques modernes d'élevage (intégration sylvo-zootechniques, CSC,...)	Toutes les zones	12	0,3	3,6		0,9	0,9	0,9	0,9		0,36	3,24
	Faire l'encadrement et le suivi-évaluation des coopératives des éleveurs	Toutes les zones			5	1,25	1,25	1,25	1,25			0,5	4,5

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Organiser des campagnes de sensibilisation sur la promotion de la pisciculture	Commune	5	1	5	1	1	1	1	1		0,5	4,5
	Inventorier les sites à vocation piscicole	Toutes les collines	20	0	2	2						1,8	0,2
	Aménager les étangs piscicoles	Toutes les collines	40	3	120	24	24	24	24	24	108	6	6
	Ensemencer les étangs piscicoles (alevins)	Toutes les collines	200	0	10	2	2	2	2	2	0,5	0,5	9
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Faire le suivi de la gestion des étangs aménagés	Toutes les collines	20	0	5	1	1	1	1	1	2,5	2,5	
	Former les pisciculteurs sur la conduite, la gestion et l'exploitation de cette activité	Commune	5	2	10	2	2	2	2	2		1	9

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Protéger et entretenir les digues des étangs piscicoles	Toutes les collines	40	0	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,8	0,2	
	Former les pisciculteurs sur le conditionnement, la conservation et la commercialisation des poissons	Commune	5	2	10	2	2	2	2	2		1	9
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Organiser une séance de sensibilisation sur la promotion de l'apiculture	Commune	5	2	10	2	2	2	2	2		1	9
	Disponibiliser des kits apicoles pour 20 associations à raison d'une association par colline:												
	Ruches à cadre mobile	Toutes les collines	200	0,1	20	4	4	4	4	4		2	18
	Bottes		200	0,002	0,4	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08		0,04	0,36
	Salopettes		200	0,03	6	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2		0,6	5,4
	Gants		200	0,005	1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2		0,1	0,9
	Masques de protection		200	0,015	3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6		0,3	2,7

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Enfumeurs		20	0,03	0,6	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12		0,06	0,54
	Extracteurs		20	1	20	4	4	4	4	4		2	18
	Treillis		20	0,01	0,2	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04		0,02	0,18
	Sous total												
	Former les apiculteurs sur la conduite, le suivi, la gestion et l'exploitation de l'activité apicole	Commune	5	2	10	2	2	2	2	2		1	9
	Former les apiculteurs sur l'extraction, la collecte, le conditionnement et la commercialisation du miel de qualité	Commune	6	2	12	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4		1,2	10,8
	Disponibiliser les semences des plantes mellifères	Toutes les collines	20	0,02	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		0,02	0,38

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des productions animales pour la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus	Construire des centres de collecte du lait	Toutes les zones	3	70	210		210				21	21	168
	Construire et équiper des centres de collecte du miel	Commune	1	50	50		50				10	5	35
	Construire des abattoirs modernes	Marché de Kivoga, Gihamagara et Buhoro	3	30	90		30	30	30			9	81
	Construire et équiper des points de vente d'intrants d'élevage	Toutes les zones	3	20	60		20	20	20		60		
	Construire et équiper une boucherie	Gihamagara	1	30	30			30			1,5	3	25,5
Sous total					4464,02	603,17	1177,1	932,07	902,07	849,74	994,55	67,632	3401,838

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de la gestion / protection des ressources naturelles et de l'environnement	Organiser des séances de sensibilisation sur la protection de l'environnement en insistant sur le code de l'eau et le code de l'environnement	Toutes les collines	100	0,2	20	4	4	4	4	4		20	
	Installer des pépinières permanentes pour la production des plants	Nyagifu, Nyagashubi, Kanywampene, Nyabuyumpu, Jogo, Kununga	1000000	0,00003	30	6	6	6	6	6	21	6	3
	Reboiser les terrains communaux, privés et domaniaux	Toutes les collines	2250000	0,00005	112,5	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5	90	22,5	
	Protéger les boisements par coupe-feux	Toutes les collines	900	1	900	180	180	180	180	180	720	180	
	Restaurer les sites d'extraction des matériaux locaux (sables, moellons, argile)	Toutes les collines		0	10	2	2	2	2	2	10		

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement			
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.	
	Restaurer les sites d'extraction des matériaux locaux (sables, moellons, argile)	Toutes les collines		0	10	2	2	2	2	2	10			
	Interdire la pratique de sur brûlis	Toutes les collines		0	0	0	0	0	0	0				
	Planter les arbres sur les bords des pistes et routes	RN 13	330	0,00005	0,0165	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,013	0,003		
Sous total					1072,52	2227,5	2228,5	2229,5	2230,5	2231,5	841,013	228,503	3	
Augmentation des effectifs du personnel d'encadrement et de leurs moyens de travail	Augmenter le personnel d'encadrement	Toutes les collines	20	0,4	8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6			8	
		Toutes les zones	2	0,75	1,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3			1,5	
	Doter des moyens de déplacement au personnel d'encadrement (agriculture et élevage : deux vélo /colline et 6 moto par zone et TVC et TAC)	Toutes les collines	40	0,2	8		8							8
		Toutes les zones et Commune	8	6	48		48							48
Sous total					65,5	1,9	57,9	1,9	1,9	1,9	0	0	65,5	
Total axe n°2					9005,79	3400,9	4514,9	3764,9	3765,9	3634,6	2829,663	607,885	5568,488	

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de l'accès de la population aux soins de santé	Organiser des réunions de sensibilisation pour se faire soigner dans les structures sanitaires publiques (CPN, CPON, PTME, CAM, dépistage volontaire	Toutes les collines	400		PM	0	0	0	0	0			
	organiser des descentes de supervision des activités communautaires de soins sanitaires	Toutes les collines	100	0,015	1,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3			1,5
	Plaider pour la disponibilité du personnel soignant et du personnel d'appui au CDS	CDS Gisikara, Buhunda, Buhoro	13		3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6		3	
	Contribuer pour le bon fonctionnement de l'ambulance	Toutes les collines (ménages)			10	2	2	2	2	2	10		
	Doter des moyens de déplacement aux agents de santé communautaire	Toutes les sous collines + 4 Batwa coptés	95	0,2	18,6		18,6						18,6
	Moyen de déplacement au TPS	Commune	1	11	11		11						11
	Sous total					1041,725	130,28	327,75	177,9	227,9	177,9	182,5	63

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)			
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.	
Amélioration de la lutte contre le paludisme	Organiser des séances de sensibilisation auprès des communautés pour promouvoir le commerce des MIILDA	Commune			3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6		2	1	
	Disponibiliser les moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue action (MIILDA)	Toutes les collines			50	10	10	10	10	10	12,5	0	37,5	
Sous total					53	10,6	10,6	10,6	10,6	10,6	12,5	2	38,5	
Amélioration de l'accès à l'eau potable	Aménager de nouvelles sources d'eau potable	Toutes les collines	75	1	75	15	15	15	15	15	45	3,75	26,25	
	Réhabiliter les sources d'eau non fonctionnelles	Toutes les collines	54	1	54		13,5	13,5	13,5	13,5	32	3	19	
	Construire des réseaux d'adduction en eau potable	Cene - Kanyonga (Km)	3	8	24	24						4,8	0,72	18,48
		Cene - Kagoma-Gihamba (Km)	10	8	80		80					16	2,4	61,6
		Kugitega - Kirambi	7 km	8	56			56				11,2	1,68	43,12

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construire des réseaux d'adduction en eau potable	Nyagifu – Butare - Itaba	3 Km	8	24			24			5	1	18
		Kangozi - Kivoga - Karemba	8 km	8	8				8		1,6	0,24	6,16
		Cene - Ruhanza - Gihamagara - Kidonzi- Kibogoye (Km)	12 km	8	96		96				19,2	2,88	73,92
		Mukanda - Buhoro – Gihamba – Kagoma (Km)	18 Km	8	144			144			28,8	4,32	110,88
		Kibogoye – Buhinda	2km	8	16				16		3,2	0,5	12,3

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Reboiser les collines	Cene (ha)	2 ha	1,5	3	1,5	1,5				2,25	0	0,75
		Kugitega (ha)	1 ha	1,5	1,5			1,5			1,125	0	0,375
		Sagasozo (ha)	1 ha	1,5	1,5				1,5		1,125	0	0,375
		Gisikara (ha)	1 ha	1,5	1,5					1,5	1,125	0	0,375
		Kangozi	1 ha	1,5	1,5				1,5		1,125	0	0,375
	Organiser des réunions de mobilisation pour l'entretien des ouvrages hydrauliques	Toutes les collines			3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6		1,5	1,5
	Collecter les redevances "eau"	Toutes les collines				0	0	0	0	0			
	Mettre en place un système de collecte des eaux pluviales sur les infrastructures communautaires	Toutes les écoles qui n'en ont pas			30	6	6	6	6	6	3		27
		Bureau zonal											
Sous total					619	47,1	212,6	260,6	62,1	36,6	176,55	21,99	420,46

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de l'état de l'habitat	Organiser des campagnes de sensibilisation sur le regroupement en villages	Commune			2	1	1					2	
	Organise des séances de sensibilisation sur la construction des maisons décentes, l'hygiène et l'assainissement, (aménagement des compostières, Latrines, douche, propreté des maisons, etc)	Toutes les collines			5	1	1	1	1	1		5	
	Construire des fours tunnels pour la fabrication des tuiles et des carreaux	Toutes les zones		30	90	30		30		30	4,5	4,5	81
	Construire des maisons pour les vulnérables	Toutes les collines	280	1	280	56	56	56	56	56	154	14	112
Sous total					377	88	58	87	57	87	158,5	25,5	193
Total axe n°3					2106,725	279,18	612,15	539,3	360,8	315,3	530,05	125,49	1450,685

Axe stratégique n°4 : Développement de l'économie hors agriculture

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des infrastructures d'appui au développement	Construire les ponts et ponceaux	Kugitega-Gisikara	1	6	6	3	3				0,18	0,12	5,7
		Gisikara-Macu	1	6	6	3	3				0,18	0,12	5,7
		Macu-Nkeyuke (Musongati)	1	6	6				6		0,18	0,12	5,7
		Kirambi-Buhinda	2	6	12				12		0,36	0,24	11,4
		Mugomera-Gisikara	3	6	18	6	6	6			1,8	0,9	15,3
		Kirambi-Gisikara	1	6	6				3	3	6	0	0
		Butare-Gisikara	1	6	6				3	3	5,7	0,3	0
		Karemba-Nyambuye	1	6	6				6		5,7	0,3	0
		Mutanga-Karemba	1	6	6			6			3,6	2,4	0
		Kugitega-Kanyinya	1	6	6				6		5,7	0,3	0
		Nyakijanda-Rukobe II	1	6	6					6	5,7	0,3	0
		Kagoma-Rukobe I	1	6	6				3	3	5,7	0,3	0
		Pfunyangeso-Rukobe II	1	6	6			6			5,7	0,3	0
		Pfunyangeso-Gishubi	1	6	6	6					5,7	0,3	0
		Kibasi-Giterama	1	6	6			6			5,7	0,3	0
		kagoma-kanyonga	3	6	18	9	9				17,1	0,9	0
Sous total				126	27	39	33	15	12	75	7,2	43,8	

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des infrastructures d'appui au développement	Construire les ponts et ponceaux	Gihamagara-kanyonga	20 Km	15	300				300		285	15	0
		Sagiye(rukobe Il-kagoma-Muyange)	16 Km	15	240		240				228	12	0
		Gihamagara-Kanyinya-Butare-Itaba-Gisikara	13 Km	15	195			97,5	97,5		185,3	9,75	0
		Mugomera-Gisikara-Karemba-Nyambuye (Bukirasazi)	12 Km	15	180		180				171	9	0
		Buhinda-kirambi	4 Km	15	60	60					57	3	0
		Kugitega-Gisikara	3 Km	15	45		45				42,75	2,25	0
		Kugitega-Kanyinya-Itaba	6 Km	15	90		90				85,5	4,5	0
		Ruhanza-Kagoma-Kanyonga	8 km	15	120			120			114	6	0
		Gisikara-Mutanga-Karemba	10 Km	15	150				150		142,5	7,5	0
		Kirambi-Gisikara (Rusange)-Macu	1 km	15	15			15			14,25	0,75	0
		Rukobell-Nyakijanda	10 Km	15	150			75	75		142,5	7,5	0
		Gisikara-Muhoza-Macu	5 Km	15	75			75			71,25	3,75	0

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration des infrastructures d'appui au développement	Construire les ponts et ponceaux	Kibogoye-Kugitega	3 Km	15	45			45			42,75	2,25	0
		Gihamagara-kugitega-Mugomera-Kirambi	15 km	15	225			225			6,75	4,5	213,75
		Sagiyé-Rukobell-Kagoma-Muyange	6 Km	15	90				90		9	1,8	79,2
		Mugomera-Gisikara-Karemba-Nyambuye	12 Km	15	180				180		18	9	153
		Gihamagara-Kugitega	3 km	15	45					45			45
		Kirambi-Mugomera (Gaterama)	4 Km	15	60		60				57	3	0
		Sous total				2265	60	765	577,5	817,5	45	1672,55	101,55
	Construire un marché moderne	Gihamagara	1	1000	1000		500	500			20	30	950
	Aménager les marchés	Kivoga, Buhoro, Muvyibusha	3	20	60			20	20	20	1,2	1,8	57
		Sous total				1060	0	500	520	20	20	21,2	31,8
Sous total					3451	87	1304	1130,5	852,5	77	1768,75	140,55	1541,75

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Augmentation des bénéfices des commerçants à travers une meilleure organisation	Organiser des séances de sensibilisation d'adhésion aux micro-finances pour les commerçants	Itaba(zone)	16	1,5	24		6	6	6	6	0,48	0,72	22,8
		Gihamagara (zone)	16	1,5	24		6	6	6	6	0	1,2	22,8
		Buhevyi(zone)	16	1,5	24		6	6	6	6	0	1,2	22,8
	Organiser des campagnes de sensibilisation des commerçants pour la création des associations	zones Itaba, Buhevyi et Gihamagara	16	1,5	24		6	6	6	6		1,2	22,8
	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention des commerçants pour la construction des magasins	zones Itaba, Buhevyi et Gihamagara	16	1,5	24		6	6	6	6	0	1,2	22,8
	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention des commerçants pour l'installation des boutiques alimentaires	Marchés Kivoga, Buhoro, Muvyibusha, Gihamagara	16	1,5	24	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	0	1,2	22,8
Sous total					144	4,8	34,8	34,8	34,8	34,8	0,48	6,72	136,8

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million FBU)			
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.	
Augmentation des revenus des ménages à travers la revalorisation de l'artisanat et le développement du tourisme	Organiser des formations à l'intention des artisans sur les nouvelles techniques d 'exploitation	Chef lieu de la Commune			30		10	10	10				30	
	Construire un lieu d'exposition et de vente des produits de l'artisanat	Gihamagara	1	63,5	63,5		63,5				0	0,635	62,865	
	Aménager et exploiter des lieux touristiques et historiques	Ku gihitasi		1	20	20		20				15	5	
		Isumo rya Nyakijanda		1	20	20			20			15	5	
		Mu mabere y'inkumi		1	20	20				20		15	5	
		Kukogabami		1	20	20					20	15	5	
Sous total					173,5	0	93,5	30	30	20	60	20,635	92,865	

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de la communication	Faire le plaidoyer pour l'augmentation des antennes de télécommunication (Onamob, leo, econet)	Gihamagara (Onamob)	1	0	0	0	0	0					
		Buhoro (ONANOB, LEO, ECONET)	3	0	0	0	0	0					
		Buhinda (LEO, ECONET)	2	0	0	0	0	0					
	Abonnement à l'internet	Commune Itaba	60		30	6	6	6	6	6	30		
	Créer et équiper un centre de formation en informatique	Chef lieu de la Commune											
	ordinateur et accessoires		10		33		33						33
	Photocopieuse		1		2		2						2
	S'abonner aux journaux	Toutes les zones et au centre jeune			5	1	1	1	1	1	4,75	0,25	
	Equiper les écoles en ordinateurs et photocopieuses	Buhoro, Ruhanza, Gihamagara, Buhunda, Gisikara, Kanyinya, Karemba	7	5,5	38,5		38,5						38,5
Sous total					108,5	7	80,5	7	7	7	34,75	0,25	73,5

Objectifs spécifiques	Actions à mener	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Organiser des formations à l'intention des membres du comité	Toutes les collines	20	0	5		2,5		2,5			5	
	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'intention de la population sur l'importance du paiement des impôts et taxes	Toutes les collines	8	0,50	4	1	1	1	1			4	
	Identifier les articles taxables	Toutes les collines		0	0								
	Organiser des formations à l'intention des membres de la commission "finance " du conseil communal	Chef lieu de la Commune	12	1	12		12					0,6	11,4
	Organiser des formations à l'intention des percepteurs sur les nouvelles techniques de perception	Toutes les collines	2	5	10		5		5				10
Sous total					31	1	20,5	1	8,5	0	0	9,6	21,4
Total axe n°4					4713	99,8	1876,6	1366,6	1141,1	228,8	1869,28	186,705	2657,065

Axe stratégique n°5 : Amélioration de la bonne gouvernance locale, de la cohésion sociale et de l'équité*

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de la bonne gouvernance locale	Construire et équiper les bureaux de la zone Itaba salle de réunions	Itaba	1	35	35		35				7	3,5	24,5
	Construire et équiper les bureaux de poste de police au niveau zonal	Kanyinya, Kibogoye, Rukobe II	3	25	75		25	25	25		15	7,5	52,5
	Organiser des séances de formation sur le leadership et le management à l'intention des administratifs et des responsables des services techniques déconcentrés	toutes les zones	15	1,2	18	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6		7,2	10,8
		toutes les collines	20										
Organiser des réunions de sensibilisation sur les méfaits de la corruption	toutes les collines	20	0,0015	0,03	0,006	0,006	0,006	0,006	0,006		0,03		

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Amélioration de la bonne gouvernance locale	Plaider pour la dotation des moyens de déplacement d'administrateur communal, au chef de la zone et chef de colline	commune	1	40	40		40					4	36
		Zone	3	2	6				6			0,6	5,4
		collines	20	0,2	4				4			0,4	3,6
	Mettre en place de centre d'accueil et d'orientation dans chaque service+renforcement des capacités en technique d'accueil	chaque service	5	0,225	1,125	0,225	0,225	0,225	0,225	0,225		0,675	0,45
	organiser de séances de redevabilité	commune	10	0,75	7,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		7,5	
	organiser des campagnes pour la promotion de la culture et de l'excellence	commune	5	2	10	2	2	2	2	2		10	
	Redynamiser les commissions de passation des marchés et les former sur le code des marchés publics	Commune			10		5		5			0,2	9,8
Sous total					269,205	7,841	112,84	32,841	107,84	7,841	23,5	44,68	201,025

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Contribution à l'amélioration de la situation sécuritaire à travers la mise en œuvre effective du concept « Police de proximité »	mettre en place un comité de sécurité mixte et inclusif	collines	20	0	0	0							
		zones	3	0	0	0							
	organiser des séances de sensibilisation de désarmement volontaire	commune	1	0	0	0	0	0	0	0	0		
		toutes les collines	20	0,0015	0,03		0,03					0,03	
	élaborer un cahier de charge des comités mixte de sécurité + renforcement des capacités des membres	commune	FF	FF	10,5		10,5						10,5
	organiser des séances d'évaluation des CMS	commune	20	0	0	0	0	0	0	0			
	organiser des séances de formation sur les mécanismes de gestion des situations humanitaires et des catastrophes naturelles	commune	5	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		0,3	0,2
	élaborer un plan communal de sécurité	commune	5	0	0	0	0	0	0	0			

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	organiser des campagnes de sensibilisation pour le concept de police de proximité	toutes les communes	5	0,15	0,75	0,75						0,75	
	mettre en place des mécanismes de lutte contre la corruption en matière de sécurité routière et la lutte contre les boissons prohibées et stupéfiants			0	0	0							
	Doter de moyens de déplacement à la police	commune	1	3	3		3						3
Sous total					14,78	0,85	13,63	0,1	0,1	0,1	0	1,08	13,7
Amélioration de la qualité des prestations du tribunal de résidence de la commune Itaba	organiser des séances de formation à l'intention de la population sur les textes de lois	toutes les collines	20	0,12	2,4		0,6	0,6	0,6	0,6			2,4
	plaider pour la dotation des moyens de financiers pour l'entretien des moyens de déplacements	commune	2	12	24	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8		2,4	21,6
	Communiquer directement les procès aux justiciables	Commune et zone			0	0	0	0	0	0			
	Former les acteurs locaux sur la justice juvénile	Commune	5	1,8	9		2,25	2,25	2,25	2,25			9
Sous total					35,4	4,8	7,65	7,65	7,65	7,65	0	2,4	33

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Promotion de l'intégration du genre dans le développement	Organiser des séances de sensibilisation des femmes d'élire et de se faire élire dans les instances de prise de décision	toutes les collines	5	0,4	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4			2
	Tenir compte du genre dans la nomination aux postes de responsabilité	Commune			0	0	0	0	0	0			
	Plaider pour la révision de certains articles du code des personnes et de la famille	Commune			0	0	0	0	0	0			
	Organiser des séances de sensibilisation à l'accès équitable aux services sociaux de base	toutes les collines	5	0,4	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,02	0,06	1,92
	Soutenir les associations des femmes (particulièrement des veuves)	toutes les collines	10	1	10	2	2	2	2	2			10

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
	Organiser des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre	toutes les collines	5	0,4	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4		2	
	Dénoncer les auteurs de concubinage, de viol et refuser les candidatures des polygames aux élections	toutes les collines			0	0	0	0	0	0			
	Créer un centre de formation polyvalente pour les femmes	Communal	1	100	100		50	50					100
Sous total					116	3,2	53,2	53,2	3,2	3,2	0,02	2,06	113,92
Renforcement de la cohésion sociale	Tenir des campagnes de sensibilisation sur le bienfondé des mariages légalement reconnus	toutes les collines	5	0,4	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4		2	
	Identifier les groupes de vulnérables existants dans la commune				0	0							

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million Fbu)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Renforcement de la cohésion sociale	Elire ou nommer les représentants des groupes de vulnérables dans les différents organes de prise de décision (Batwa, albinos, handicapés, les rapatriés, veufs et veuves, déplacés, les ex-combattants et des enfants	toutes les collines			0	0	0	0	0	0			
	organiser des campagnes de sensibilisation des vulnérables à la scolarisation des enfants (Batwa, handicapés, albinos) et les appuyer matériellement	toutes les collines	5	0,05	0,25	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05		0,25	
	Organiser des réunions de sensibilisation sur le respect des droits des personnes handicapés dans la construction des infrastructures communautaires	toutes les collines	5	0,4	2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4		1,6	0,4
	Organiser des activités sportives et culturelles	toutes les collines	5	4	20	4	4	4	4	4		14	6
Sous total					24,25	4,85	4,85	4,85	4,85	4,85	0	17,85	6,4
Total axe n°5					459,635	21,541	192,17	98,641	123,64	23,641	23,52	68,07	368,045

Axe stratégique n°6 : Maitrise de la démographie galopante

Objectifs spécifiques	Actions	Lieu d'exécution	Quantité	C.U (en millions Fbu)	C.T (en millions Fbu)	Période d'exécution					Sources de financement (en Million FBU)		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail.
Contribution à la réduction de la pression démographique sur les ressources naturelles	Organiser des campagnes de sensibilisation des couples à recourir au dialogue et à l'utilisation des méthodes et conseils contraceptifs pour la limitation des naissances ;	toutes les collines	5	5	25	5	5	5	5	5		6,25	18,75
	Organiser des campagnes de sensibilisation des parents et les jeunes sur la lutte contre le mariage précoce ;	toutes les collines	5	2	10	2	2	2	2	2		2,5	7,5
	Appliquer la loi en vue de lutter contre la polygamie ;	toutes les collines	5	1	5	1	1	1	1	1	2,5	2,5	
	Mener des campagnes de sensibilisation sur les violences basées sur le genre;	Toutes les collines	5	3	15	3	3	3	3	3	3,75	11,25	15
Sous total					55	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	2,5	15	37,5
Total axe n°6					55	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	2,5	15	37,5

Annexe 2 : Liste des Membres de l'Equipe communale de Planification

N°	Nom et Prénom	Fonction	Rôle	Tél
1	Niyonzima Béatrice	Admicom	Membre de l'ECP	79 894 951
2	Kantungeko Cléophas	CTD	Membre de l'ECP	79 866 562
3	Nduwayo Aimable	Directeur EP Kanyonga	Membre de l'ECP	79 698 021
4	Nduwarugira Jeanne Marie	Agent du Guichet Foncier	Membre de l'ECP	71 180 664
5	Irakoze Firmat	Membre du CC Itaba	Membre de l'ECP	79 601 571
6	Nzeyimana Evariste	Membre du CC Itaba	Membre de l'ECP	79 820 638
7	Misigaro Hermenegilde	DCE	Membre de l'ECP	77 737 763
8	Ndayahundwa Omer	Enseignant	Membre de l'ECP	77 787 351
9	Barakamfitye Rebecca	Dir EP Kagoma	Membre de l'ECP	71 410 066
10	Hakizimana Ildephonse	Chargé de la carte scolaire	Membre de l'ECP	79 553 083
11	Irudukunda Eric	TPS Communal	Membre de l'ECP	79 266 526
12	Ntakarutimana Lydia	Enseignante	Membre de l'ECP	79 111 947
13	Ndaruzaniye Fidèle	Dir Gihamagara, Mujejuru, Kugitega	Membre de l'ECP	79 739 904
14	Bigirimana Joseph	Dir EP Buhoro	Membre de l'ECP	79 878 647
15	Ciza Vital	TAC	Membre de l'ECP	79 877 661
16	Yarankunze Joël	TVC	Membre de l'ECP	79 200 955
17	Hakizimana Sylvie	Dir EP Buhinda	Membre de l'ECP	76 586 202
18	Mbayahaga Anne	Secrétaire I C	Membre de l'ECP	79 669 411
19	Nyandwi Domitien	Enseignant	Membre de l'ECP	79766414
20	Nahishakiye Cathérine	Enseignante	Membre de l'ECP	79 391 763
21	Nshimirumuremyi Adolphe	Dir EP Gisikara	Membre de l'ECP	79 877 772
22	Ngenzabuhoro Mélance	Enseignant L C Gihamagara	Membre de l'ECP	79754216